

DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

RAPPORT ANNUEL 2018

RENFORCER LA SÉCURITÉ DES CITOYENS
AU MOYEN DE SERVICES DE SÉCURITÉ ET
DE JUSTICE RESPONSABLES



Merci

à tous nos généreux donateurs,
sans lesquels le DCAF ne pourrait accomplir sa mission.

Nous remercions tout particulièrement nos principaux bailleurs de
fonds : la Suisse, la Suède, le Liechtenstein et l'Estonie.
Leur confiance nous permet d'anticiper, d'innover et d'évoluer.



Nous exprimons également toute notre reconnaissance aux donateurs
qui apportent un soutien considérable à des projets et programmes
précis : l'Union européenne, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, la
France, le Royaume-Uni, la Suède, le Canada, l'Irlande,
les Nations Unies, la Slovaquie et l'Espagne.



Enfin, nous tenons à remercier l'Autriche, la Belgique, la France,
la Norvège et la Suisse pour leur précieuse contribution en nature,
notamment sous forme de personnel détaché ou d'experts.



Avant-propos du Directeur



L'année 2020 marquera le 20^e anniversaire du DCAF. Créé à Genève à l'initiative du gouvernement suisse, le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées avait alors pour mission première de trouver des solutions pour contribuer à la consolidation de la paix, au lendemain de la guerre froide et des conflits qui avaient ébranlé les Balkans dans les années 1990, puis lors de la transition vers la démocratie de l'Europe centrale et de l'Est.

À l'époque, le « contrôle démocratique des forces armées et de sécurité » était considéré comme la clé de voûte d'une paix et d'une stabilité durables, conformément au Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité adopté par l'OSCE en 1994. Aujourd'hui, ce concept a évolué pour laisser place à une vision plus large de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité (GSS/RSS) considérées comme les piliers essentiels de la paix, de la sécurité et du développement durable.

Pour traduire cette évolution, au printemps 2019, le DCAF a changé de nom au profit de Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité – Genève. Il a également adopté une nouvelle identité visuelle, comme en témoigne le présent rapport annuel 2018. En revanche, ce qui n'a pas changé en 20 ans d'existence, c'est la volonté du DCAF d'influer sur l'élaboration des politiques internationales et de favoriser la GSS/RSS partout dans le monde.

De Belgrade à Bogota, de Niamey à Naypyidaw et de Tunis à Tachkent, le DCAF jouit d'une réputation de partenaire averti et fiable. Cette réputation est le fruit de 20 ans d'expérience pratique et de sa capacité à mobiliser l'ensemble du secteur de la justice et de la sécurité. En 2018, le Centre a mis en œuvre des programmes dans plus de 40 pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Europe de l'Est, d'Europe du Sud-Est et du Caucase ; il a aussi renforcé sa présence en Amérique latine et dans la région Asie-Pacifique.

Nous avons également ouvert des bureaux extérieurs au Mali, en Gambie, en Macédoine du Nord et au Honduras, ce qui porte à dix le nombre des bureaux du DCAF dans le monde. Nous pouvons ainsi faire face de manière plus rapide et mieux ciblée aux défis qui se posent sur le terrain en matière de GSS/RSS. Je me suis rendu dans nos bureaux de Ljubljana, Ramallah, Skopje et Tunis pour y rencontrer nos collaborateurs au niveau local, et j'ai pu constater en personne à quel point nos homologues et partenaires au niveau national appréciaient le soutien apporté par le DCAF. À cette occasion, je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude au personnel de nos bureaux à l'étranger et à Genève pour leur travail et leur dévouement de chaque instant.

Notre appui aux principales organisations multilatérales n'a cessé de s'intensifier, que ce soit par le biais de notre collaboration avec le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité des Nations Unies (OROLSI), de notre soutien au renforcement du suivi stratégique par le PNUD de son Programme mondial relatif à l'état de droit, de notre participation au Forum sur la fragilité de la Banque mondiale, ou de notre contribution à l'établissement du tout premier rapport du Secrétaire général de l'OSCE sur la GSS/RSS. En janvier 2019, nous avons célébré le premier anniversaire de la mise en œuvre par

le DCAF du Mécanisme de gouvernance du secteur de la sécurité de l'UE. Instauré dans le but de mettre en application le Cadre stratégique de 2016 en matière de RSS à l'échelle de l'UE, ce dispositif offre des services consultatifs et une assistance technique et s'est déjà imposé comme une référence incontournable s'agissant des activités de l'UE en matière de GSS/RSS.

Grâce à sa parfaite connaissance des organisations multilatérales, le DCAF a pu étudier différents moyens d'améliorer leur collaboration en matière de RSS dans un rapport novateur publié en 2018 sous le titre « Enhancing Multilateral Support for Security Sector Reform. » Nous avons également examiné de quelle manière les organismes bilatéraux pouvaient procéder pour renforcer l'efficacité de l'aide apportée dans le cadre de missions multilatérales, en appuyant les États membres de l'UE dans le recensement de bonnes pratiques afin de mener à bien les missions prévues au titre du Pacte de l'UE en matière de politique de sécurité et de défense commune (PSDC) civile.

Notre leadership dans le domaine du genre et de la sécurité nous a permis d'appuyer l'Initiative Elsie pour les femmes dans les opérations de paix. Dirigé par le Canada, ce projet vise à éliminer les entraves à la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix et à aider les pays fournisseurs de contingents et de forces de police à lutter contre les inégalités entre les sexes. Parallèlement, nous avons entrepris de réviser et de mettre à jour notre Boîte à outils sur la place du genre dans la RSS, un ouvrage qui fait autorité et dont la première publication remonte à 2008. Pour ce faire, nous nous sommes associés à ONU Femmes et au BIDDH/OSCE afin de réunir de nombreux spécialistes du domaine. La nouvelle version sera publiée à l'automne 2019 sous le titre « Gender and Security Toolkit ».

Le DCAF fait également figure de pionnier s'agissant du rôle des entreprises et des acteurs du secteur de la sécurité privée sur la GSS à l'échelle mondiale. En partenariat avec le CICR, nous avons continué de défendre les principes relatifs au comportement responsable des entreprises, lesquels sont énoncés dans la boîte à outils « Relever les défis liés à la sécurité et aux droits de l'homme dans des environnements complexes ». Nous avons en outre pris des mesures pour renforcer notre collaboration avec les principaux acteurs du secteur privé afin de les aider à prévenir et atténuer les risques dans le domaine de la sécurité et à créer un cadre opérationnel plus sûr.

Enfin, alors que le DCAF entre dans sa troisième décennie, nous avons pleinement conscience que le monde connaît une profonde mutation et qu'il nous faut nous adapter. En étroite collaboration avec nos partenaires et membres, nous avons entrepris d'élaborer une stratégie pour la période 2020-2023, en dressant un inventaire des questions fondamentales que nous devons aborder à court comme à long terme. C'est au moyen d'un vaste processus consultatif que nous établirons une feuille de route sur mesure pour préserver l'utilité et l'efficacité du Centre à mesure que de nouveaux défis inattendus surgiront dans le paysage protéiforme de la sécurité mondiale.

Thomas Guerber
Directeur Ambassadeur

Table des matières

Mission	5
Appui aux partenaires nationaux	9
Afrique subsaharienne	10
Moyen-Orient et Afrique du Nord	14
Europe du Sud-Est	18
Europe de l'Est, Caucase du Sud, Asie centrale	22
Asie-Pacifique	24
Amérique latine et Caraïbes	27
Aide aux acteurs Internationaux	29
Partenaires bilatéraux	30
L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité	32
Partenaires multilatéraux	34
Contribuer à l'élaboration d'une stratégie internationale	39
Les structures internationales encadrant la GSS/RSS	40
Genre et sécurité	43
Établir des partenariats novateurs au sein du secteur privé dans le domaine de la sécurité	47
Finances et gouvernance	50

Mission

Le DCAF s'emploie à améliorer la sécurité des personnes au moyen de services de sécurité et de justice efficaces et responsables.

Le DCAF aide à améliorer les modes de gouvernance du secteur de la sécurité au niveau national.

Le DCAF oriente l'élaboration de mesures de gouvernance du secteur de la sécurité à la fois solides et viables.

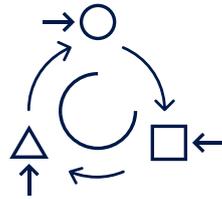
Le DCAF favorise l'adoption au niveau national de réformes globales, participatives et intégrant la dimension du genre.



Le secteur de la sécurité se compose de tous les individus, institutions et structures influant sur la prestation, la gestion et le contrôle de services de sécurité des personnes et des États.



La réforme du secteur de la sécurité (RSS) s'entend du processus politique et technique consistant à améliorer les modes de prestation, de gestion et de contrôle des services de sécurité. La RSS a pour objectif de garantir l'application des principes de bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité.



La bonne gouvernance du secteur de la sécurité suppose le respect des principes de bonne gouvernance dans les modes de prestation, la gestion et le contrôle des services de sécurité. Au nombre de ces principes figurent la responsabilisation, la transparence, la participation, la capacité de réaction et l'efficacité.

Pour y parvenir, le secteur de la sécurité s'emploie à garantir la sécurité de l'État et des citoyens de manière efficace et responsable, dans le cadre d'un contrôle civil et démocratique, de la promotion de l'état de droit et de l'égalité des sexes, et du respect des droits de l'homme.

Actions

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS au service d'institutions publiques adaptées.

PUBLICATION en libre accès d'outils pédagogiques et de résultats de recherche.

PROMOTION de pratiques de bonnes gouvernance recommandées à l'échelle internationale.

CONSEIL sur des questions d'ordre juridique ou politique en lien avec le secteur de la sécurité.

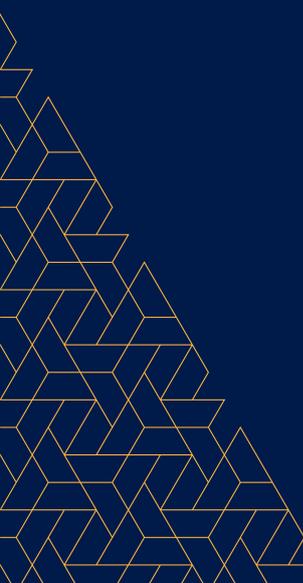
Valeurs

IMPARTIALITÉ : seuls les principes de bonne gouvernance guident notre action.

APPROPRIATION LOCALE : pour s'inscrire véritablement dans la durée, les réformes doivent être le fait des individus auxquels elles s'adressent.

INCLUSION : le secteur de la sécurité intègre chaque membre de la société.

ÉGALITÉ DES SEXES : les besoins sécuritaires des femmes, des hommes et des minorités sexuelles doivent être pris en compte de manière égale et efficace.



Le DCAF dans le monde

La liste ci-après recense les endroits du monde où le DCAF était présent en 2018. Il y a mené des activités de recherche ou de terrain, dirigé des projets liés à l'élaboration de normes ou de mesures, et contribué à la mise en œuvre d'engagements internationaux dans un pays ou une région ou au titre d'un processus précis.

Afrique subsaharienne

1. Burkina Faso
2. Cameroun
3. Tchad
4. République centrafricaine
5. République démocratique du Congo
6. Éthiopie
7. Gambie
8. Ghana
9. Guinée
10. Guinée-Bissau
11. Kenya
12. Libéria
13. Madagascar
14. Mali
15. Niger
16. Nigeria
17. Soudan
18. Tanzanie
19. Zimbabwe

Moyen-Orient et Afrique du Nord

20. Irak
21. Liban
22. Libye
23. Maroc
24. Territoires palestiniens occupés
25. Tunisie

Europe du Sud-Est

26. Albanie
27. Bosnie-Herzégovine
28. Bulgarie
29. Croatie
30. Kosovo*
31. Moldavie
32. Monténégro
33. Macédoine du Nord
34. Roumanie
35. Serbie
36. Slovaquie

Europe de l'Est, Caucase, Asie centrale

37. Arménie
38. Biélorussie
39. Géorgie
40. Kirghizistan
41. Tadjikistan
42. Ukraine

Amérique latine et Caraïbes

43. Belize
44. Colombie
45. Costa Rica
46. Salvador
47. Guatemala
48. Honduras
49. Mexique
50. Pérou
51. Trinité-et-Tobago

Asie-Pacifique

52. Bangladesh
53. Chine
54. Inde
55. Myanmar
56. Philippines
57. Thaïlande

Europe de l'Ouest

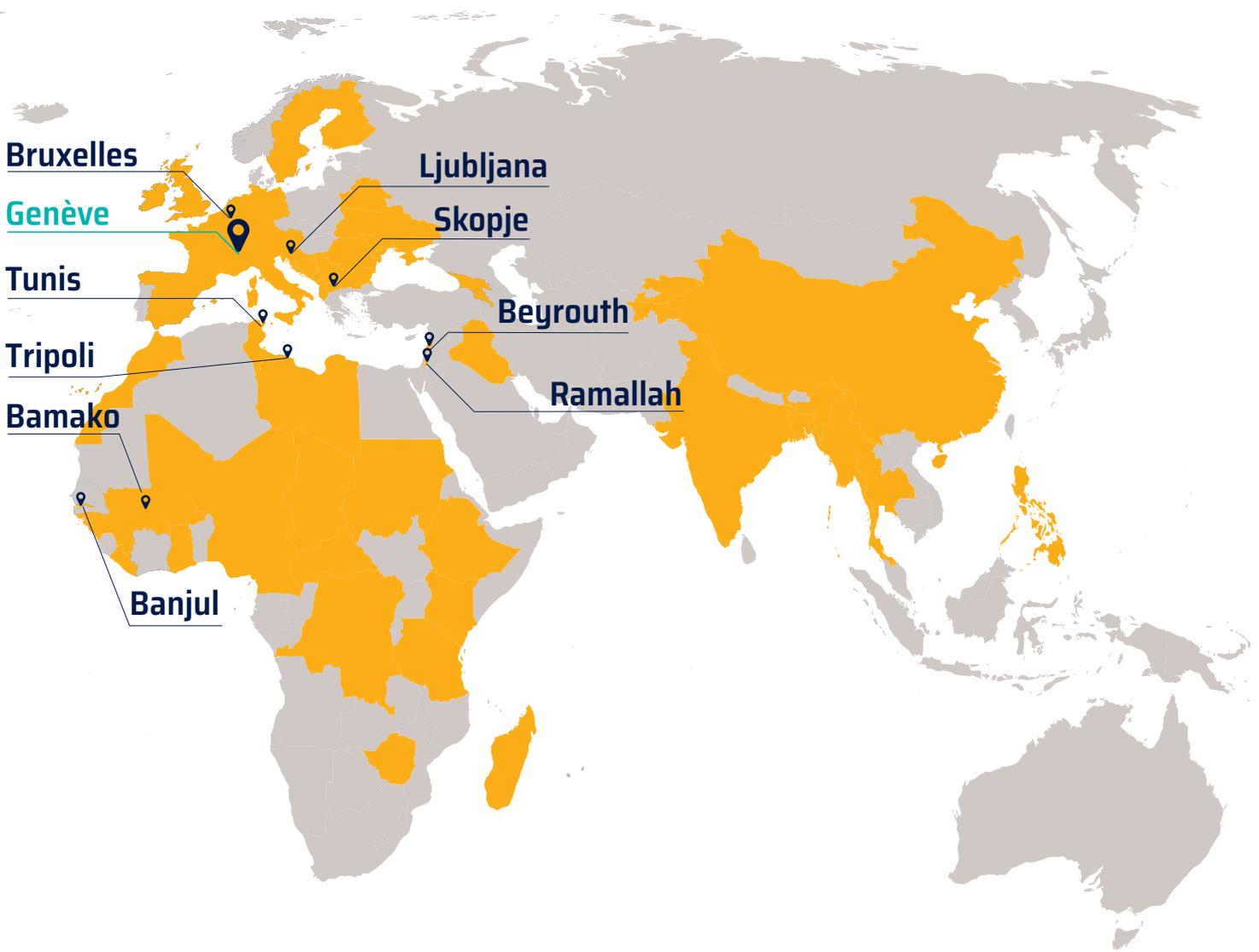
58. Autriche
59. Belgique
60. Finlande
61. France
62. Allemagne
63. Irlande
64. Italie
65. Pays-Bas
66. Espagne
67. Suède
68. Suisse
69. Royaume-Uni

Amérique du Nord

70. Canada
71. États-Unis



* Le parlement du Kosovo a proclamé l'indépendance du territoire le 17 février 2008. Si 37 États membres du Conseil de fondation du DCAF ont reconnu l'indépendance du Kosovo à la date de publication du présent rapport, il est à noter que 26 États membres ne l'ont pas acceptée et continuent, s'agissant du Kosovo, de suivre les directives de la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU.



Bureaux du DCAF

Basé à Genève, le DCAF a des bureaux à Bamako, Banjul, Beyrouth, Bruxelles, Ljubljana, Ramallah, Skopje, Tegucigalpa, Tripoli et Tunis.



Contrôle parlementaire



Genre et sécurité



Secteur privé et sécurité

Réforme de la police et des services de maintien de l'ordre



Réforme et développement de l'intégrité du secteur de la défense



Réforme du secteur de la justice



Gestion des frontières



Gestion des services de renseignement

Société civile et contrôle du secteur de la sécurité



Organes de contrôle indépendants

EXPERTISE

Le DCAF est fort de nombreuses années d'expérience sur le terrain en matière d'élaboration de stratégies, de gestion de programmes, de coordination et de négociations politiques quant aux processus de RSS.

Organisations multilatérales



Ministères



Services du renseignement



Justice



Police



Parlements



Institutions d'ombudsman



Agences de développement



PARTENAIRES

Le DCAF s'adresse à l'ensemble des acteurs de la sécurité.

Forces armées



Police aux frontières



Médias



Secteur privé



Société civile



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Appui aux partenaires nationaux

Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, le DCAF œuvre principalement à élaborer des systèmes de gouvernance du secteur de la sécurité efficaces et transparents vis-à-vis des populations auxquels ils s'adressent. Pour ce faire, il fournit des conseils stratégiques et s'emploie à renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques afin de favoriser l'efficacité et la responsabilisation en matière de prestation de services de sécurité.

NOS PRIORITÉS DANS LA RÉGION

Donner des conseils stratégiques et juridiques aux organismes publics chargés de la gestion et de la supervision des services de sécurité afin de favoriser des réformes du secteur de la sécurité respectueuses des principes démocratiques, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de l'État de droit.

Apporter un soutien technique aux institutions de sécurité afin de renforcer les dispositifs de contrôle internes destinés à accroître l'efficacité et la responsabilisation.

Faciliter l'accès et promouvoir la participation de la société civile afin d'éclairer l'élaboration par les autorités nationales de politiques et de programmes de réforme des services de sécurité et suivre leur mise en œuvre.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2018

Nigeria : appui aux législateurs dans l'élaboration de lois antiterroristes

Nigeria

En partenariat avec le Policy and Legal Advocacy Centre (PLAC), le DCAF a organisé un séminaire sur les projets de lois du Nigeria relatifs à la prévention du terrorisme. Cette manifestation a réuni des membres des Comités de la Chambre et du Sénat en charge de la sécurité nationale, ainsi que des représentants des ministères de la Justice, de la Défense, du Bureau du Conseiller à la sécurité nationale, de la police, de l'armée, de la Commission des droits de l'homme et du CICR. Le DCAF a présenté les pratiques de référence en matière de critères fondamentaux à retenir pour l'élaboration d'une législation nationale relative à la lutte contre le terrorisme, et les participants nigériens ont débattu et convenu de projets de lois visant à modifier ou remplacer la Loi de 2013 sur la prévention du terrorisme.

☰ Avec le soutien financier du UK Conflict, Stability and Security Fund (CSSF).

ATELIER D'ELABORATION NATIONAL 2018 DU COMMISSARIAT A LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE 2018 Azal Grand H



Mali : collaboration en vue d'une réforme efficace du secteur de la sécurité

Mali

Au Mali, en partenariat avec le Conseil national pour la réforme du secteur de la sécurité (CNRSS) et le Commissariat à la RSS, le DCAF a organisé et animé une séance de travail destinée à évaluer les progrès réalisés en 2017 et les enseignements tirés de l'année écoulée puis à élaborer un programme de travail pour 2018. Cet atelier a réuni des membres du Commissariat à la RSS - ainsi que des représentants de la police et des forces armées nationales, de différents ministères et de la société civile, ainsi que des représentants d'anciens mouvements rebelles signataires de l'Accord d'Alger - dans le but de définir les étapes à suivre pour procéder à une évaluation préliminaire du système de défense et de sécurité, conformément à leur mandat.

■ Avec le soutien financier du ministère néerlandais des Affaires étrangères.

Élaboration d'une vision commune en matière de police de proximité

Mali

Sous la direction du ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC), le DCAF a organisé un atelier à l'intention de 30 hauts responsables de la police et de la gendarmerie maliennes dans le but d'harmoniser leurs visions respectives concernant la mise en place d'une police de proximité au Mali. Cet atelier a débouché sur l'élaboration d'une vision commune en la matière, sur des objectifs stratégiques communs aux forces de police et de gendarmerie, ainsi que sur un plan de mise en œuvre conjoint décrivant les mesures à prendre. Il s'agit là d'un jalon important dans le rapprochement de ces deux forces.

■ Avec le soutien financier du ministère néerlandais des Affaires étrangères.

Madagascar : appui en matière de police de proximité

Madagascar

Le DCAF a mené une campagne de sensibilisation et élaboré des modules de formation sur le concept de police de proximité en collaboration avec la police et la gendarmerie nationales. Le Centre a mené des consultations auprès de représentants de haut niveau de ces deux institutions pour évaluer l'approche de Madagascar en matière de police de proximité. Un atelier de deux jours a ensuite été organisé à l'intention de représentants de la police et de la gendarmerie afin de convenir d'une définition commune du concept de police de proximité.

☰ Avec le soutien financier du PNUD.

Mali : appui aux activités de prévention des violences électorales

Mali

Dans le cadre de l'appui du DCAF au Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP Mali), des observateurs civils ont été déployés dans tout le Mali lors des dernières élections présidentielles afin de prévenir toute violence électorale grâce à un système d'alerte précoce. Munis de tablettes et de téléphones, les observateurs ont fourni des données sur 48 indicateurs prédéfinis dans le cadre du mécanisme de réaction rapide. Ces données ont été traitées en temps réel dans une salle de veille installée à Bamako - pendant le scrutin mais aussi les jours suivants - et des informations ont été communiquées sur l'ouverture et le fonctionnement des bureaux de vote, ainsi que sur la situation sécuritaire. Le DCAF a réuni ses partenaires de la société civile et des institutions de sécurité pour favoriser la collaboration dans la lutte contre l'insécurité pendant la période électorale.

☰ Avec le financement du ministère néerlandais des Affaires étrangères.
Le projet plus vaste d'alerte précoce mené par le WANEP fait également partie d'un programme électoral soutenu par la CEDEAO, Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (ASDI) et Union africaine (UA).



Niger : recensement des mécanismes de gestion des plaintes en cas d'abus ou de faute grave de la part d'agents en charge de la sécurité

Niger

Le DCAF a réuni des acteurs des secteurs de la sécurité, de la justice et de la société civile pour discuter et convenir d'un recensement des voies de recours et des mécanismes de gestion des plaintes proposés à la population en cas d'abus ou de faute grave de la part d'agents du secteur de la sécurité, en collaboration avec le Cabinet du Médiateur de la République du Niger. Au nombre des participants figuraient la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA), la Haute Autorité à la consolidation de la paix (HACP), la Commission de défense et de sécurité de l'Assemblée nationale, la Gendarmerie nationale et l'Inspection générale des services de sécurité (IGSS).

☰ Avec le soutien financier du ministère allemand des Affaires étrangères.

Cours magistral sur la gouvernance du secteur de la sécurité à l'intention des médias

Niger

Le DCAF a organisé deux cours magistraux à l'intention des correspondants de presse de Studio Kalangou. L'objectif était d'améliorer la couverture médiatique des questions de sécurité et de favoriser un débat éclairé et un examen constructif des problèmes nationaux tout en répondant aux préoccupations de la population en matière de sécurité. Des cours ont notamment été dispensés par des représentants de la police nationale, des juristes, des acteurs de la paix et de la sécurité et des chercheurs. Les correspondants de presse ont acquis des compétences pratiques leur permettant d'informer les citoyens, de faire office de trait d'union entre la population et les décideurs, et de servir de vigie en ce qui concerne la gouvernance du secteur de la sécurité.

■ Avec le soutien financier du ministère allemand des Affaires étrangères.

Renforcement de l'intégrité de la police nationale du Niger

Niger

Dans le cadre d'un plus vaste projet de police citoyenne, la Direction générale de la police nationale du Niger (DGPN) s'est efforcée d'intégrer le *Manuel de formation sur l'intégrité de la police* du DCAF dans son programme de formation. Le DCAF a soutenu la DGPN en l'aidant à mieux cerner, s'approprier et diffuser le manuel, et en adaptant son contenu au contexte national. Le Centre a également contribué à la formation de 20 formateurs issus des huit régions du Niger et organisé des ateliers de sensibilisation pour présenter le manuel à de hauts responsables des forces de police. Ces ateliers ont permis de renforcer la capacité des fonctionnaires de police à encourager les pratiques de bonne gouvernance au sein de leurs institutions en faisant de l'intégrité une valeur fondamentale, en menant des activités de sensibilisation et en favorisant les échanges sur la question de l'intégrité dans la police du Niger.

■ Avec le soutien financier du ministère allemand des Affaires étrangères.



Moyen-Orient et Afrique du Nord

Pour assurer une stabilité à long terme dans la région, il est indispensable de disposer d'institutions publiques compétentes et légitimes aux yeux de la population. Le DCAF aide les gouvernements, les parlements, les prestataires de services de sécurité et la société civile de l'ensemble de la région à mettre en place des institutions de sécurité plus efficaces, utiles et transparentes, soumises à un contrôle et une supervision adaptés et pleinement responsables envers la collectivité.

NOS PRIORITÉS DANS LA RÉGION

Accroître l'efficacité du contrôle du secteur de la sécurité en renforçant les capacités des commissions parlementaires et de leurs collaborateurs et en aidant à la mise en place d'organes de contrôle indépendants plus rigoureux.

Favoriser la prestation de services de sécurité adaptés aux besoins de l'ensemble des citoyens et contribuer à établir une relation de confiance entre la population et les prestataires de services de sécurité.

Soutenir les réformes juridiques et politiques dans les secteurs de la sécurité et de la justice dans un souci de responsabilisation, de transparence et de participation la plus large possible de la société civile.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2018

La justice de transition à l'appui de la réforme du secteur de la sécurité

Tunisie

La justice de transition a pour principal objet de rendre compte de violations passées des droits de l'homme et d'obtenir justice pour les victimes. Tout aussi important, elle vise à ce que de telles violations ne se reproduisent pas. Le DCAF a collaboré avec l'Instance Vérité et Dignité (IVD) en Tunisie et lui a remis une étude complète sur la façon dont des mécanismes similaires mis en place dans d'autres pays ont traité des « garanties de non-répétition ». L'appui du Centre a permis à l'IVD d'élaborer des recommandations concrètes à l'intention du gouvernement axées sur la réforme institutionnelle des organismes de sécurité et l'instauration de mécanismes de contrôle efficaces. L'IVD a publié son rapport final en décembre 2018.

▬ Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA).

Une meilleure exploitation des preuves médico-légales au service de la lutte contre la torture et les mauvais traitements

Tunisie

En Tunisie, les taux de condamnation dans les affaires de torture et de mauvais traitements restent très faibles, en raison notamment d'une exploitation insuffisante des preuves médico-légales devant les tribunaux. Avec l'aide du DCAF, un groupe de travail composé de juges et de médecins légistes tunisiens a été créé pour remédier à cette situation. Cette réflexion a débouché en 2018 sur la publication par le DCAF d'un nouveau *Guide sur l'utilisation des preuves médico-légales dans les allégations de torture et de mauvais traitements*. Ce manuel a reçu un accueil enthousiaste de la part des autorités tunisiennes et contribuera de manière concrète à accroître la responsabilisation des institutions de sécurité. Au cours de la prochaine phase, le DCAF se concentrera sur la formation de juristes et de médecins légistes œuvrant à la prévention de la torture.

■ Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA).

Mieux comprendre les besoins sécuritaires des jeunes et favoriser le dialogue

Tunisie

La jeunesse représente une très importante tranche de la population en Tunisie et la Constitution nationale reconnaît son rôle en la qualifiant dans son texte de 2014 de « force vive dans la construction de la nation ». Néanmoins, de nombreux jeunes sont déçus par l'État et pensent que les forces de sécurité et les politiques en vigueur ne répondent pas à leurs besoins sécuritaires ni à leur façon de penser, d'où la difficulté de lutter contre des problèmes comme la délinquance juvénile ou la radicalisation de la jeunesse. En 2018, le DCAF a travaillé avec le Réseau Alternatif des Jeunes (RAJ Tunisie) pour recenser les points de vue et les besoins en matière de sécurité de 2520 jeunes de six villes cibles. Les principales conclusions de l'étude ont été présentées aux administrations locales. Depuis, la présidence de la République tunisienne manifeste un intérêt accru pour les questions relatives à la jeunesse et à la sécurité et a reconnu qu'il était essentiel d'élaborer des approches nationales et globales. Si de nombreuses organisations travaillent en collaboration avec la jeunesse tunisienne à la prévention de l'extrémisme violent, le DCAF a choisi une approche globale fondée sur les droits, privilégiant le dialogue avec les jeunes sur les questions de sécurité les concernant.

■ Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA).

Renforcement des capacités des parlementaires en matière de contrôle du secteur de la sécurité

Liban

En 2018, le DCAF a entamé un nouveau projet en collaboration avec le Parlement libanais dans le but de développer ses capacités réglementaires et de renforcer le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité. Parmi les activités proposées figuraient une évaluation par des experts des capacités du Parlement en matière de réglementation, un recensement des différents acteurs prenant part au processus législatif, des procédures en vigueur et des goulets d'étranglement, et des recommandations d'amélioration. En décembre, dix parlementaires et collaborateurs libanais ont participé à un voyage d'étude en Suisse ; ce fut pour eux l'occasion de confronter leur expérience avec celle de parlementaires suisses et de membres du Département fédéral des affaires étrangères. Ils ont également organisé un atelier sur deux jours afin d'élaborer une stratégie et un plan d'action sur la législation et le contrôle du secteur de la sécurité. Ces documents stratégiques seront finalisés en 2019 et serviront de fondement au programme d'appui du DCAF au Parlement.

■ Avec le soutien financier du ministère suisse des Affaires étrangères.

Prévenir la corruption dans le secteur de la sécurité

Maroc

Le DCAF et l'Instance centrale de prévention de la corruption (ICPC) s'emploient à réduire les risques de corruption dans le secteur de la sécurité du Maroc. Les deux organismes ont créé un groupe de travail composé de représentants des principales institutions de sécurité et formé ses membres dans différents domaines. Ces derniers sont impatients de mettre à profit leurs nouvelles compétences en élaborant des mesures de lutte contre la corruption au sein de leurs institutions respectives. Rebaptisée « Instance nationale de probité et de lutte contre la corruption » (INPLCC), avec à sa tête un nouveau président nommé en décembre, l'ICPC bénéficie désormais du statut d'instance étatique ; elle sera de ce fait investie de prérogatives plus larges et jouira d'une indépendance accrue, ce qui renforcera l'incidence à long terme de l'aide du DCAF.

■ Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA).

Intégration de la perspective du genre dans la sécurité communautaire

Territoires palestiniens occupés

Depuis près de dix ans, le DCAF travaille avec les gouvernorats et les communautés de Palestine à l'amélioration de la sécurité et à l'instauration d'une relation de confiance entre les citoyens et les prestataires de services de sécurité. Cette démarche vise également à assurer la prise en compte des sexospécificités et à faire en sorte que les structures et les plans de sécurité communautaire tiennent compte des besoins sécuritaires particuliers des femmes et des filles et aient les moyens d'y répondre. En 2018, le DCAF a fait porter l'essentiel de ses efforts sur Hébron en organisant des formations, en collaboration avec des partenaires locaux, sur l'intégration de la perspective du genre dans la sécurité communautaire. Ces activités ont également bénéficié de l'appui du DCAF aux correspondants des institutions de sécurité palestiniennes chargés des questions liées au genre, ce qui a débouché sur un ensemble d'orientations sur la prise en compte des sexospécificités par les prestataires de services de sécurité.

■ Avec le soutien financier du ministère allemand des Affaires étrangères.



Faire mieux respecter les droits de l'homme sur les lieux de détention

Maroc et Liban

Le DCAF travaille avec des partenaires de plusieurs pays pour renforcer les procédures, mécanismes et processus permettant aux autorités compétentes d'assurer un meilleur respect des droits de l'homme sur les lieux de détention. Cette initiative aide les États partenaires à honorer leurs engagements au titre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture des Nations Unies (PFCCT). En 2018, le DCAF a dispensé des formations, organisé des ateliers et fourni des avis et des orientations à ses partenaires du Maroc et du Liban. Au Maroc, le Centre a apporté son appui à des médecins exerçant en milieu pénitentiaire en renforçant leurs capacités en matière de compte rendu et de détection de traces de torture et de mauvais traitements et s'agissant de l'accès des détenus à des soins de santé adéquats. Au Liban, le DCAF a collaboré avec les Forces de sécurité intérieure (FSI), lesquelles assurent la gestion du système carcéral, de manière à renforcer leurs propres mécanismes de contrôle. Grâce à l'appui du DCAF, les FSI ont mis en place des systèmes et des procédures leur permettant de procéder à des inspections plus efficaces de lieux de détention et de rendre compte de manière appropriée de risques ou de cas de violation présumée des droits de l'homme.

■ Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA Maroc) et du ministère allemand des Affaires étrangères.

Observatoires en ligne du secteur de la sécurité « Marsad »

Égypte, Libye, Tunisie

Discuter du secteur de la sécurité, à savoir de son mode de gouvernance ou de gestion, est considéré comme inapproprié dans de nombreuses parties de cette région du monde. Néanmoins, dans un souci de réforme et de transparence, il est crucial de demander des comptes aux acteurs du secteur de la sécurité dans le cadre d'interventions et de débats publics. Pour permettre ce type de débat, le DCAF gère dans cette région un certain nombre d'observatoires en ligne du secteur de la sécurité appelés « Marsad », d'après le terme arabe désignant un « observatoire ». Actuellement opérationnels en Égypte, en Libye et en Tunisie, les Marsad proposent des actualités et des études sur l'efficacité, la gestion et la gouvernance du secteur de la sécurité ; ils fournissent aussi des informations difficiles à obtenir. Les utilisateurs peuvent s'inscrire pour recevoir par courriel des mises à jour quotidiennes - une initiative qui a rencontré un très grand succès en Égypte, où le gouvernement a restreint ou bloqué l'accès à des sites Web jugés subversifs ou critiques, dont Marsad Égypte. Les Marsad ont également un profond retentissement sur les réseaux sociaux : en 2018, le nombre de « likes » sur la page Facebook de Marsad Libye a représenté l'équivalent de 9% de la population du pays.

■ Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA Tunisie, Libye et Égypte).



Europe du Sud-Est

Fort de son savoir-faire unique, le DCAF est en contact avec des gouvernements, des parlements, des prestataires de services de sécurité et des organisations de la société civile (OSC) de toute l'Europe du Sud-Est. Il œuvre aux côtés de tous ces acteurs au renforcement de la sécurité, de la stabilité, de l'État de droit et du respect des droits de l'homme tout en aidant la région à se rapprocher de son objectif stratégique d'intégration européenne.

NOS PRIORITÉS DANS LA RÉGION

Améliorer la coopération transfrontalière entre les forces de police de la région en matière de criminalité organisée, de terrorisme et de migrations clandestines.

Faire progresser la gouvernance démocratique du secteur du renseignement et renforcer le contrôle judiciaire des procédures spéciales d'enquête conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme.

Favoriser une approche dynamique et soucieuse de n'exclure aucune partie en matière de gouvernance de la cybersécurité.

Amener les parlements à faire preuve d'une plus grande transparence s'agissant du secteur de la sécurité.

Création de la nouvelle division Europe et Asie centrale : favoriser la collaboration au niveau national comme à l'international

Au 1^{er} janvier 2019, les divisions Europe du Sud-Est, Europe de l'Est, Caucase du Sud et Asie centrale ont été réunies pour former la nouvelle division Europe et Asie centrale. Au sein de ces régions regroupées, le DCAF continuera de travailler en collaboration avec les gouvernements, les parlements, les prestataires de services de sécurité et les organisations de la société civile pour garantir la prestation de services de sécurité efficaces et responsables et renforcer la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité.



POLICIJA

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2018

La cybersécurité dans les Balkans de l'Ouest

Balkans de l'Ouest

En juillet 2018, le DCAF a lancé un projet sur trois ans baptisé « Renforcer la gouvernance de la cybersécurité dans les Balkans de l'Ouest » (2018-2021). Ce projet vise à soutenir les principaux agents en charge de la cybersécurité dans les Balkans de l'Ouest. Il a pour objectif d'accroître leur expertise et de leur permettre de collaborer plus étroitement avec d'autres acteurs au niveau national et dans les pays limitrophes. Il a démarré par une formation sur la façon de mieux gérer les cyber incidents à l'intention des équipes d'intervention en cas d'urgence informatique au niveau national et gouvernemental. Le DCAF a également permis la tenue d'échanges au niveau national entre les principales parties prenantes, notamment lors d'une table ronde organisée en Serbie à l'occasion de laquelle des représentants du gouvernement, du secteur privé et du monde universitaire ont élaboré des modèles concrets de coopération entre les secteurs public et privé dans le cadre de débats sur la politique nationale en matière de cybersécurité.

■ Avec le soutien financier du Programme sur la cybersécurité du Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, et du budget ordinaire du DCAF.

Police cooperation in the Western Balkans

Balkans de l'Ouest

En 2018, le DCAF a poursuivi la mise en œuvre d'un programme existant visant à renforcer le professionnalisme des forces de police présentes aux frontières des Balkans de l'Ouest et dans les pays limitrophes, sachant que la coopération policière transfrontalière joue un rôle déterminant dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Les parties contractantes à la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est (CCP ESE) ont conclu avec succès les négociations officielles portant sur un nouveau traité régional sur l'échange automatisé de données génétiques, dactyloscopiques (relatives aux empreintes digitales) et concernant l'immatriculation de véhicules. Ces négociations ont reçu le soutien du Secrétariat de la CCP ESE, lequel est hébergé et pourvu en personnel par le DCAF.

En 2018, le Centre a formé plus de 100 agents de la police aux frontières des Balkans de l'Ouest afin qu'ils soient mieux préparés à mener des opérations conjointes ciblées (en termes de planification, de préparation et d'exécution) et à faire face aux menaces à la sécurité existantes dans le respect des normes internationales.

Le DCAF a également continué de contribuer à la Gouvernance intégrée en matière de sécurité intérieure (IISG), une initiative à l'appui d'un processus multipartite visant à améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité et à soutenir des réformes engagées au niveau national et des prises en charge au niveau local au sein des États bénéficiaires. En 2018, les ministres de l'Intérieur des pays bénéficiaires, des États et entités membres de l'UE, des donateurs internationaux, régionaux et autres partenaires de l'IISG ont approuvé le Plan d'action intégré 2018-2020 de la WBBSi (Initiative sur la sécurité aux frontières des Balkans de l'Ouest), le Plan d'action intégré 2018-2020 de la WBCTi (Initiative de lutte contre le terrorisme dans les Balkans de l'Ouest) à la deuxième réunion du Conseil de l'IISG, qui s'est tenue à Brdo pri Kranju en mars 2018.

■ Avec le soutien financier des fonds de l'IAP II 2017 de l'UE gérés par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, et du budget ordinaire du DCAF.



Réforme du secteur du renseignement en Macédoine du Nord

Macédoine du Nord

En 2018, le DCAF a lancé un projet en plusieurs volets sur le renforcement du contrôle et de la responsabilisation dans la réforme du secteur renseignement de Macédoine du Nord. Les parlementaires et leurs collaborateurs approfondissent leurs connaissances en ce qui concerne le mode de fonctionnement des services nationaux de renseignement afin d'être mieux à même de les superviser. Les juges jouent un rôle tout aussi important, sachant que c'est à eux qu'il incombe d'approuver les demandes d'écoute électronique présentées par les services de renseignement. Un groupe de travail créé dans le cadre de ce projet permet à des magistrats et autres juristes de travailler à l'élaboration d'un « Guide de la magistrature » adapté qui fournira aux juges des orientations sur l'autorisation et l'examen de méthodes intrusives.

■ Avec le soutien financier du UK Conflict, Stability and Security Fund ; du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE) par l'intermédiaire de la Direction du développement et de la coopération (DDC) ; du ministère néerlandais des Affaires étrangères par l'intermédiaire du Groupe d'aide humanitaire du Département de la stabilisation et de l'aide humanitaire ; de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement et du budget ordinaire du DCAF.

Renforcement de la coopération entre les services de police aux frontières des Balkans de l'Ouest

Balkans de l'Ouest

Dans le cadre de son Programme sur la sécurité aux frontières, le DCAF a continué de sensibiliser et de former les services de police aux frontières et d'encourager la coopération dans le cadre d'opérations conjointes menées dans la région. Ces activités ont permis de renforcer la confiance mutuelle entre agents de la police aux frontières, lesquels ont pu échanger des données d'expérience et combler des lacunes en matière de pratiques et de politiques. Le programme vise également à favoriser l'intégration des pays des Balkans de l'Ouest à l'UE et à l'espace Schengen. En 2018, des agents des services de police aux frontières ont participé à quatre opérations conjointes visant à mettre au jour et à lutter contre différentes formes de criminalité transfrontalière, en insistant plus particulièrement sur le crime organisé en lien avec les flux migratoires irréguliers au sein de la région. Sur la base d'une analyse des risques menée au niveau de la région et élaborée avec l'appui du DCAF, ces opérations ont permis aux pays participants de déceler des lacunes en termes de politiques et de fonctionnement, de tirer des enseignements de l'expérience et de prendre des engagements pour l'avenir.

■ Avec le soutien financier des fonds de l'IAP II 2017 de l'UE gérés par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH et du budget ordinaire du DCAF.



Formation de formateurs et conseils pratiques à l'appui de l'intégrité de la police

Balkans de l'Ouest

Dans le cadre de son Programme pour le développement de l'intégrité dans la police (PIBP) en Europe du Sud-Est, le DCAF travaille en étroite collaboration avec les pays qui sollicitent son aide. Le soutien apporté par le Centre peut prendre plusieurs formes : réalisation d'évaluations, orientations stratégiques proposées à des responsables locaux en matière d'élaboration, de diffusion et de mise en œuvre de plans sur l'intégrité de la police, aide à l'élaboration de plans d'action, formations dispensées auprès de chefs de police ou renforcement des capacités de formation en matière d'intégrité de la police au titre de la formation continue. Dans le cadre des activités menées en 2018, le DCAF a fourni à des chefs de police de Macédoine des conseils pratiques sur l'élaboration d'un plan sur l'intégrité des forces de police. Le Centre a également formé des agents du ministère moldave de l'Intérieur de manière à ce qu'ils puissent à leur tour dispenser des formations sur l'intégrité de la police en se fondant sur les principes et la méthodologie du PIBP.

☰ Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF.

Collaboration avec des magistrats afin d'améliorer le contrôle des mesures spéciales d'enquête

Bosnie-Herzégovine

En 2018, le DCAF a entamé un nouveau projet en Bosnie-Herzégovine dans le but d'élaborer des outils pédagogiques et de proposer des possibilités de formation pour permettre aux membres de la magistrature de rendre des décisions plus éclairées sur l'utilisation des mesures spéciales d'enquête. Ce type de mesure est utilisé dans la lutte contre la grande criminalité et le terrorisme, et dans la prévention de menaces à la sécurité nationale. Avant d'y recourir, les services de police et de sécurité sont tenus d'obtenir un mandat judiciaire les y autorisant. Dans le cadre de ce projet, le DCAF aidera des spécialistes à élaborer un « Guide de la magistrature » qui fournira aux juges et aux procureurs des orientations sur les dépôts de demande, l'octroi d'autorisations et la supervision de l'utilisation de mesures spéciales d'enquête. Le projet contribuera également au renforcement des capacités de formation en la matière au niveau local.

☰ Avec le soutien financier du ministère des Affaires étrangères du Royaume de Norvège et du budget ordinaire du DCAF.



Europe de l'Est, Caucase du Sud, Asie centrale

Les programmes du DCAF en Europe de l'Est, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale portent essentiellement sur le contrôle parlementaire et la réforme des services du renseignement en Ukraine, en Arménie, en Géorgie, au Kirghizistan et au Tadjikistan. Le Centre s'efforce également de poursuivre sa coopération de longue date avec l'OTAN et l'OSCE dans l'ensemble de la région.

NOS PRIORITÉS DANS LA RÉGION

Améliorer les capacités de contrôle des institutions démocratiques.

Promouvoir les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources et de lutte contre la corruption.

Favoriser des approches multipartites concertées en matière de contrôle du secteur de la sécurité.



LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2018

Élaboration d'une législation sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité en Ukraine

Ukraine

Tout au long de 2018, nous avons collaboré avec le Parlement ukrainien, la Verkhovna Rada, les services de sûreté de l'État, les parties prenantes au niveau national et les acteurs internationaux, y compris la Représentation de l'OTAN auprès de l'Ukraine, le Bureau du coordinateur des projets de l'OSCE et la Mission d'assistance de l'UE, sur de multiples questions relatives à la législation sur le contrôle du secteur du renseignement. Des ateliers organisés en avril, mai et septembre ont porté dans un premier temps sur la nécessité de réintroduire des dispositions relatives au contrôle des services du renseignement dans le projet de loi sur la sécurité nationale, et dans un second temps sur la modification du droit dérivé après que la loi eut été adoptée en juin.

||| Avec le soutien financier du Secrétariat général de la Division politique de sécurité du ministère suisse de la Défense, et celui du ministère des Affaires étrangères du Royaume de Norvège.

Sensibiliser à l'importance du contrôle parlementaire du secteur de la sécurité en Géorgie

Géorgie

Le DCAF a organisé un atelier sur le contrôle des secteurs de la défense et de la sécurité en coopération avec le Bureau de liaison de l'OTAN en Géorgie et le Président de la Commission parlementaire sur la défense et la sécurité. La réflexion a essentiellement porté sur les règles de procédure applicables aux auditions et enquêtes parlementaires afin d'évaluer dans quelle mesure la Commission était prête à entreprendre des réformes approfondies en lien avec ses activités, notamment en matière d'enquêtes, conformément aux dispositions de la nouvelle constitution géorgienne.

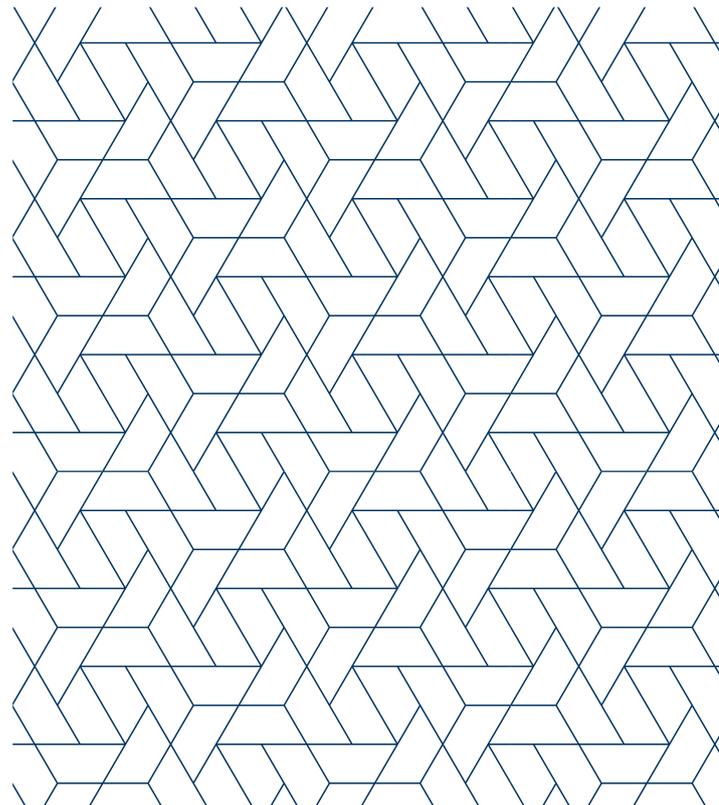
||| Avec le soutien financier du Secrétariat général de la Division politique de sécurité du ministère suisse de la Défense.

Collaboration avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN sur le contrôle du secteur de la sécurité

Géorgie et Macédoine du Nord

Le DCAF a poursuivi son appui à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN dans le cadre des séminaires régionaux Rose-Roth organisés en Géorgie et en Macédoine du Nord, ainsi qu'au Programme d'orientation de l'OTAN à l'intention des nouveaux parlementaires. Parallèlement, en association avec le DCAF, le Parlement européen et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ont organisé conjointement une conférence intitulée « Parer ensemble aux nouvelles menaces - Une nouvelle ère de coopération entre l'Union européenne et l'OTAN » destinée à s'entendre sur les menaces, les enjeux et les priorités en matière de sécurité.

||| Avec le soutien financier du Secrétariat général de la Division politique de sécurité du ministère suisse de la Défense.



Asie-Pacifique

Dans la région Asie-Pacifique, la priorité du DCAF est de soutenir les projets nationaux et internationaux de GSS/RSS visant à améliorer la responsabilité et l'intégrité dans le maintien de l'ordre par les forces de police et les forces armées, et à renforcer les capacités des institutions de contrôle, comme les parlements ou la société civile. L'un des objectifs du Centre est de créer des réseaux nationaux, infrarégionaux et régionaux d'acteurs de la GSS/RSS dans la région Asie-Pacifique.

NOS PRIORITÉS DANS LA RÉGION

Créer des réseaux regroupant des acteurs de la GSS et de la RSS à l'échelle nationale, infrarégionale et régionale en Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est, et organiser des forums multipartites à chaque niveau.

Renforcer les capacités des institutions de contrôle chargées du secteur de la sécurité.

Appuyer les processus de réforme des institutions de sécurité, en particulier des forces armées et de la police, en accordant une attention particulière à l'obligation de rendre compte.



LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2018

Formation de parlementaires du Myanmar à leur rôle en matière de contrôle du processus de GSS/RSS

Myanmar

En 2018, le DCAF a organisé trois ateliers d'introduction au rôle du parlement dans la GSS/RSS à l'intention de près de 100 parlementaires et collaborateurs parlementaires. Le Centre s'est attaché dans un premier temps à mettre en évidence les liens entre la GSS/RSS et le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) mais aussi avec les processus de paix, avant de présenter les fonctions des commissions parlementaires spécialisées dans le secteur de la sécurité. Ces activités se poursuivront jusqu'en 2021, accompagnées de formations complémentaires et de séminaires de perfectionnement à l'adresse des parlementaires et de leurs collaborateurs.

▬ Avec le soutien financier du projet MYPOL de l'UE.

Atelier à l'intention d'OSC et de candidats au parlement

Thaïlande

En collaboration avec le bureau thaïlandais de la Fondation Friedrich-Ebert, le DCAF a organisé un atelier intitulé « Les fonctions des parlements dans la bonne gouvernance et la réforme : données d'expériences internationales ». Ce séminaire visait à renforcer les capacités en matière de GSS des futurs parlementaires et des organisations de la société civile (OSC) dans la perspective des premières élections démocratiques organisées en Thaïlande depuis le coup d'État militaire de 2014. Au nombre des participants figuraient des candidats de plusieurs partis aux élections législatives de 2019, dont d'anciens parlementaires et deux anciens membres du cabinet, ainsi que des représentants de plusieurs OSC et établissements de recherche influents de Thaïlande.

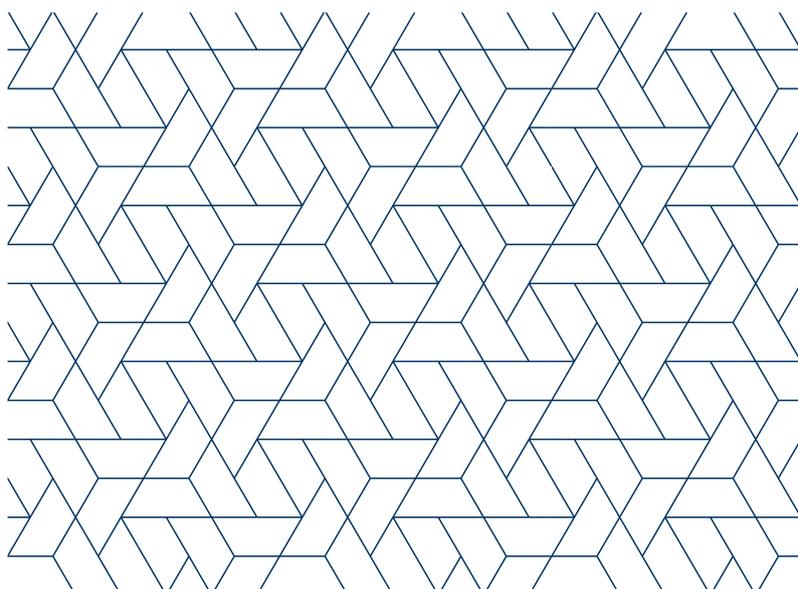
▬ Avec le soutien financier de la Friedrich-Ebert Stiftung (FES) à Bangkok

Atelier sur la GSS/RSS et la prévention de l'extrémisme violent

Philippines

En 2018, la collaboration de longue date entre le DCAF et le National Defense College of the Philippines (NDCP) est entrée dans une nouvelle phase avec un volet consacré à la GSS/RSS et la prévention de l'extrémisme violent (PEV). Environ 70 représentants du secteur de la sécurité nationale, d'organisations de la société civile et du milieu universitaire ont assisté à cette formation et ont réfléchi à l'approche actuelle du secteur de la sécurité en matière de PEV et à celles des institutions de sécurité en place s'agissant de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (LEV). En collaboration avec le Philippine Public Safety College (PPSC), le Centre a également organisé la quatrième édition de la série de séminaires PPSC-DCAF sur la gouvernance policière. Cette année, le DCAF a animé deux séminaires intitulés « Prévention et lutte contre l'extrémisme violent : le rôle de la RSS, la réforme des forces de police et les expériences régionales » dans le cadre de formations sur le leadership destinées à des cadres supérieurs et dispensées à la Philippine National Police Academy (PNPA). Plus de 50 hauts fonctionnaires de la police nationale philippine y ont assisté.

▬ Avec le soutien financier de la Friedrich-Ebert Stiftung (FES) à Manille



Rencontres avec des acteurs du secteur de la sécurité du Myanmar

Suisse et Myanmar

En 2018, le DCAF a poursuivi sa collaboration avec les parties prenantes du secteur de la sécurité du Myanmar. En avril, 26 jeunes cadres de ministères, du parlement, de partis politiques et d'organisations de la société civile du pays se sont rendus à Genève pour suivre une formation adaptée sur les relations internationales et la sécurité humaine. Il s'agissait de la sixième formation de ce type organisée conjointement par le DCAF et le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP). En septembre, le DCAF et l'agence allemande de coopération internationale pour le développement, la GIZ, ont rencontré des représentants de médias locaux et d'organisations de la société civile à Yangon. Parmi les thèmes abordés figuraient la situation politique du Myanmar, la réforme de la police et le contrôle parlementaire, ainsi qu'une éventuelle future collaboration pour améliorer la responsabilisation de la police dans le cadre du projet de l'UE sur la GSS/RSS, la DDR et les processus de paix. En novembre, le DCAF et la fondation allemande Friedrich-Ebert Stiftung (FES) ont coorganisé une série d'ateliers sur la GSS/RSS et les processus de paix à l'intention d'acteurs de la société civile basés à Yangon, notamment le Peace Leadership and Research Institute (PLRI), la Thabyay Education Foundation, le Myanmar Institute of Strategic and International Studies (MISIS) et la Faculté des relations internationales de l'Université de Yangon.

■ Avec le soutien financier du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE), du projet MYPOL de l'UE et de la Friedrich-Ebert Stiftung (FES) à Yangon.

Dialogue sino-suisse sur la prévention

Chine

Le DCAF a participé au troisième « Dialogue sino-suisse sur la prévention » organisé à l'Institut Charhar de Beijing. Dans le cadre de plusieurs séminaires organisés par le Quaker United Nations Office (QUNO)/American Friends Service Committee (AFSC) sur une période de deux ans, cinq établissements universitaires de Chine et de Suisse s'emploient à mieux cerner la notion de « prévention » pour éviter tout risque d'éclatement ou de reprise de conflit violent. Le message que cherche à transmettre le Centre dans le cadre de cette réflexion est qu'investir dans de solides activités en lien avec la GSS/RSS peut contribuer à prévenir les conflits violents, y compris dans le cadre du projet sur les Nouvelles routes de la soie initié par la Chine. Différents partenaires ont présenté et discuté des documents spécialement préparés à cet effet et des universitaires basés à Beijing leur ont fait part de leurs commentaires en retour. Une publication conjointe paraîtra lors du quatrième dialogue prévu en mai 2019 en Suisse.

■ Avec le soutien financier du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE).



Amérique latine et Caraïbes

En 2018, le DCAF a poursuivi son action dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes dans le but de soutenir les processus de réforme de la police et de contribuer à un processus de paix soucieux de n'exclure aucune partie. Il a également aidé les parlements nationaux à assurer le contrôle du secteur de la sécurité et renforcé ses partenariats multilatéraux dans la région.

NOS PRIORITÉS DANS LA RÉGION

Soutenir les processus de réforme de la police au niveau national.

Contribuer à un processus de paix soucieux de n'exclure aucune partie.

Œuvrer pour un contrôle parlementaire accru du secteur de la sécurité.

Renforcer les partenariats multilatéraux dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.



LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2018

Appui au processus de réforme de la police nationale du Honduras

Honduras

En septembre 2018, le DCAF a inauguré un nouveau bureau de projet à Tegucigalpa dans le cadre de son Programme consultatif pluriannuel à l'intention des forces de police du Honduras. Financé par le gouvernement suisse, ce programme aide le ministère de la Sécurité et la police nationale du Honduras, en collaboration avec l'appareil de sécurité et le système judiciaire, à accroître leur intégrité et leur efficacité institutionnelles dans une optique fondée sur les droits de l'homme et la méritocratie. Apporté au niveau national et institutionnel, cet appui s'inscrit dans le cadre du programme sur la sécurité des citoyens de la Direction du développement et de la coopération suisse au Honduras.

■ Avec le soutien financier de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC).

Colombie : appui au renforcement du contrôle parlementaire du secteur de la sécurité

Colombie

Conjointement avec la Friedrich-Ebert Stiftung en Colombie, l'ambassade de Suède en Colombie et la Folke Bernadotte Academy, le DCAF a organisé un forum en collaboration avec le Congrès colombien sur les expériences d'ordre législatif en matière de gouvernance du secteur de la sécurité. À l'occasion de cette manifestation, des membres du Congrès colombien et des législateurs de Suède, d'Allemagne et des Philippines ont pu partager des enseignements et bonnes pratiques sur le rôle des parlements dans le contrôle du secteur de la sécurité.

■ Avec le soutien financier de la Folke Bernadotte Academy (FBA), de la Friedrich-Ebert Stiftung de Colombie (FESCOL) et du budget ordinaire du DCAF.

Colombie : appui à un processus de paix soucieux de n'exclure aucune partie

Colombie

En 2018, le gouvernement norvégien a aidé le DCAF et l'ONG colombienne Corporación de Investigación y Acción Social y Económica (CIASE) à élaborer une série de recommandations à l'intention de la Colombie, de la police nationale et de la communauté internationale dans le but d'améliorer la prestation de services de sécurité auprès de femmes vivant dans des zones rurales précédemment aux mains des FARC. Ces recommandations, qui font désormais partie intégrante du programme de formation des écoles de police, sont l'aboutissement d'un processus de consultation globale mené auprès de femmes de cinq municipalités touchées. Il s'adressait à des femmes de tous âges, autochtones ou d'origine africaine, à des victimes de violences et à d'anciens membres de la guérilla. Alors que le projet entre dans sa deuxième phase, le Centre élargit sa portée à de nouvelles municipalités et facilite la mise en place de mécanismes de dialogue entre groupes de femmes et prestataires de services de sécurité et de justice au niveau local, afin de faciliter l'accès des femmes à la sécurité et à la justice.

■ Avec le soutien financier du ministère des Affaires étrangères du Royaume de Norvège.

Renforcement des partenariats multilatéraux en Amérique latine

Suisse et États-Unis d'Amérique

En octobre 2018, le DCAF et l'Organisation des États américains (OEA) ont signé un protocole d'accord sur la création d'un cadre réglementaire de coopération entre les deux parties en ce qui concerne la réforme et la gestion de la police, la réforme de la justice pénale, l'égalité des sexes, les politiques de sécurité, la réglementation en matière de sécurité privée, de prévention de la violence et de la criminalité, et les systèmes pénaux sur le continent américain. L'OEA est une organisation multilatérale de premier plan qui œuvre à la promotion de la paix et de la sécurité sur l'ensemble du continent, à la consolidation de la démocratie dans la région et à la prévention des différends entre États membres, tout en favorisant le développement économique, social et culturel.

■ Avec le soutien financier de la budget ordinaire du DCAF.

DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Aide aux acteurs internationaux

Partenaires bilatéraux

Évaluation de l'ISSAT au terme de 10 ans d'existence

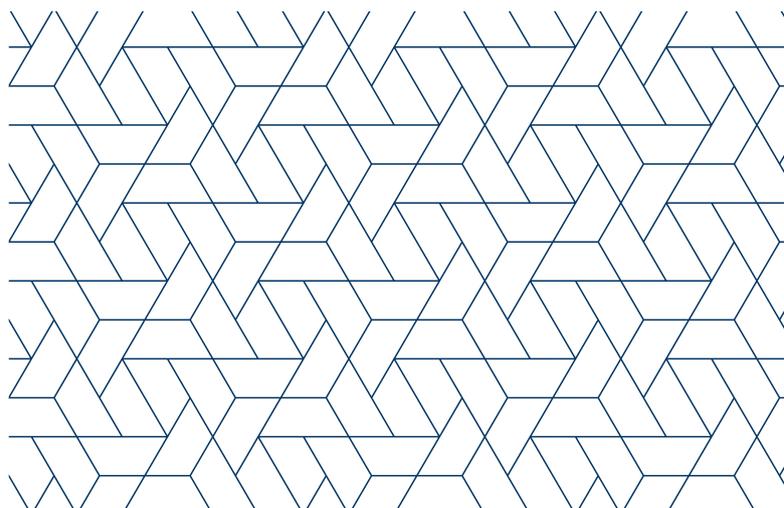
En 2018, l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) du DCAF a entamé une évaluation externe au terme de dix ans d'existence. Depuis sa création en 2008, le contexte géopolitique en matière de sécurité, les approches internationales de la RSS et les méthodes et moyens employés par l'ISSAT pour soutenir la communauté internationale ont considérablement évolué. L'ISSAT se définissant comme une organisation apprenante, cette évaluation a pour principal objectif d'aider l'ISSAT, les membres de son Comité de direction et les responsables du DCAF à mieux cerner tous les résultats obtenus en dix ans, les enseignements à tirer de cette expérience et les éventuelles améliorations à apporter.

■ Avec le soutien financier de l'Allemagne, du Danemark, de l'Irlande, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse, et des contributions en nature du Royaume-Uni.

Lien entre RSS et extrémisme violent

L'ISSAT participe au renforcement des capacités de ses membres en veillant à ce qu'elles soient adaptées aux nouveaux défis de la RSS. Face à la montée de l'extrémisme violent ces dix dernières années, le DCAF a élaboré en 2018 une formation spécialisée sur la RSS et l'extrémisme violent. Cette formation vise à étudier le lien entre la RSS et l'extrémisme violent d'un point de vue conceptuel, politique et opérationnel de manière à accroître l'efficacité du soutien international conformément aux bonnes pratiques établies en matière d'engagement. Plusieurs formations seront dispensées en 2019.

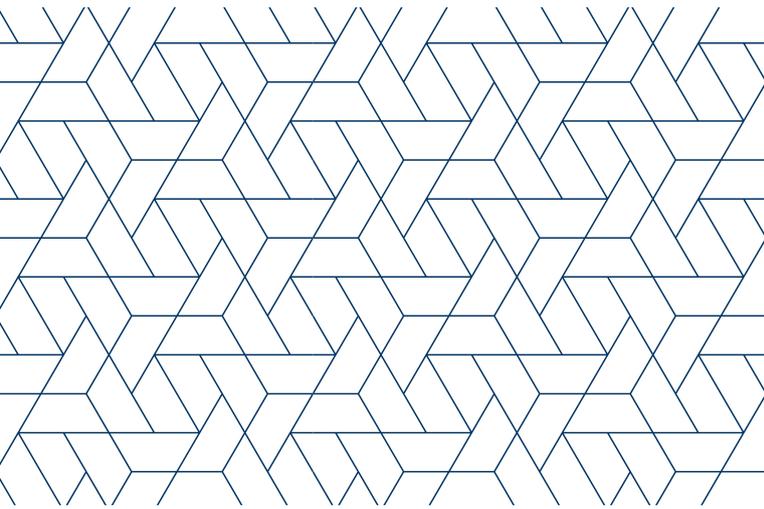
■ Avec le soutien financier de l'Allemagne, du Danemark, de la France, de l'Irlande, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse.



Évaluation globale des ressources humaines en Gambie

En 2018, le DCAF a entrepris une évaluation complète des ressources humaines du secteur de la sécurité de la Gambie, l'objectif étant d'aider le gouvernement à les « réajuster » en s'appuyant sur certains outils méthodologiques du Socle de référence élaboré par le Centre. Le processus se poursuivra en 2019. Cette évaluation intervient à un moment décisif pour la Gambie. Le gouvernement gambien, avec l'appui du PNUD et du DCAF (dans le cadre d'un mandat de la Suisse et de l'UE) a en effet achevé une Évaluation préliminaire du secteur de la sécurité (2018), la Banque mondiale a terminé son examen des dépenses publiques du secteur de la sécurité (2018) et la communauté internationale, avec le soutien du DCAF, engage une collaboration dans le but de définir la Politique de sécurité nationale de la Gambie, laquelle pourra servir de document d'orientation pour le processus de RSS du pays. L'évaluation des ressources humaines du secteur de la sécurité s'appuie sur ces documents de référence pour rendre compte de l'efficacité, de la transparence et des capacités des institutions.

■ Avec le soutien financier de l'UE.



Examen stratégique des cours de formation avancée

Le débat qui anime actuellement la communauté internationale sur la nécessité de la prévention, les Objectifs de développement durable et les nouveaux processus de réforme mis en œuvre au Burkina Faso, en Gambie, à Madagascar et dans d'autres pays ont mis en lumière la nécessité de revoir les approches traditionnelles en matière de RSS. En 2018, le DCAF a entamé un vaste processus de révision de ses cours de perfectionnement et de renforcement des capacités à l'intention des acteurs de la RSS. S'éloignant du cadre traditionnel fondé sur une approche purement sectorielle, cette révision a abouti à l'adoption d'un nouveau modèle capable de doter la communauté internationale des compétences appropriées. Cette nouvelle formation permettra d'acquérir les connaissances de base en matière de GSS/RSS et les techniques de résolution de problèmes nécessaires pour faire face à la complexité des enjeux actuels en matière de sécurité, de développement et de stabilisation.

■ Avec le soutien financier de l'Allemagne, du Danemark, de l'Irlande, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse.

Création d'une plateforme de renforcement des capacités en conseil

En partenariat avec Interpeace, le DCAF a élaboré une formation sur « l'efficacité du conseil ». Celle-ci s'appuie sur les recommandations issues de l'analyse des enseignements tirés de l'expérience et sur les observations formulées à l'issue des cours de perfectionnement dispensés par le DCAF, de nombreux éléments témoignant de l'effet des capacités de l'être humain, notamment de ses compétences relationnelles, sur la conception de programmes de RSS. Le DCAF vise ainsi à réunir au sein d'une seule et même plateforme son expertise en matière de conseils opérationnels, son répertoire de bonnes pratiques à l'international et ses méthodes de formations actuelles. Cette plateforme servira de centre de ressources précieux et complet auquel les acteurs du secteur pourront faire appel pour étayer leurs programmes de RSS sur le terrain.

■ Avec le soutien financier de l'Allemagne, du Danemark, de l'Irlande, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse.

Évaluation de l'engagement de longue date de la Suède auprès de la police du Liberia

La police nationale suédoise a demandé au DCAF de l'aider à mener une évaluation à mi-parcours de son projet bilatéral de coopération avec les forces de police du Liberia (2016-2019), dans le prolongement d'une collaboration entre les forces de police suédoise et libérienne et le DCAF remontant à 2009. Cette mission vise à déboucher sur des recommandations constructives pour les futurs programmes suédois de RSS déployés au Liberia, notamment en ce qui concerne l'amélioration des techniques d'enquête de la police nationale libérienne dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles et à caractère sexiste.

■ Avec le soutien financier de la Suède.



L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) du DCAF apporte une assistance, sur les plans stratégique et pratique, à la communauté internationale dans les efforts qu'elle déploie pour appuyer les processus mis en place par les autorités nationales dans le but d'améliorer les services de sécurité et les systèmes de justice. Pour ce faire, elle travaille en collaboration avec un groupe d'États membres et d'organisations multilatérales (membres du Comité directeur) - et ce, aussi bien au siège du DCAF, dans les capitales que sur le terrain - afin de recenser, d'élaborer et de promouvoir l'adoption de bonnes pratiques et de principes fondés sur l'expérience pratique et sur les enseignements quant aux meilleurs moyens de soutenir les processus engagés au niveau national. L'ISSAT aide ses membres à renforcer leur capacité à intégrer ces pratiques et principes dans leurs stratégies et approches. Elle intervient dans différents domaines, généralement à la demande des membres de son Comité directeur.

En 2018, l'ISSAT a élargi sa gamme de services et renforcé son soutien à de nombreux partenaires, notamment la Banque mondiale, l'Union africaine, la France et l'Allemagne. Pour ce faire, elle a fait appel à l'ensemble des services de l'ISSAT, y compris l'appui consultatif sur le terrain, l'appui à la formation et au perfectionnement professionnel, le soutien aux activités de sensibilisation et de valorisation des connaissances, et l'appui stratégique. Quel que soit le type d'appui qu'elle propose, l'ISSAT s'emploie à améliorer l'égalité des sexes.

À l'avenir, l'ISSAT aura notamment pour priorité de :

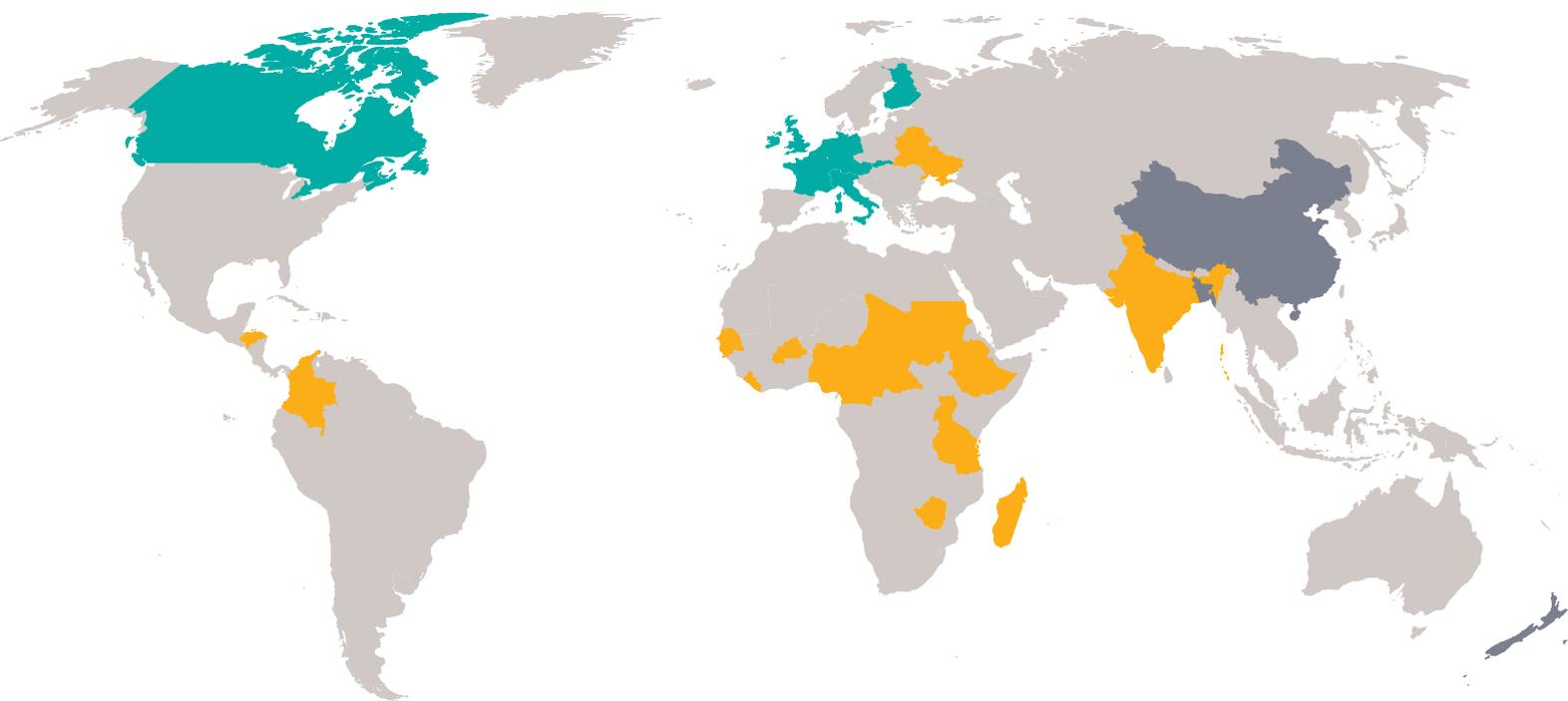
Continuer de veiller à ce que ses membres aient accès au soutien et à l'expertise nécessaires en matière de renforcement des capacités, quels que soient les services qu'elle propose, afin de conforter leur appui aux processus de RSS mis en place au niveau national ;

Élaborer une série de Notes d'orientation sur « Les solutions éprouvées », en mettant dans un premier temps l'accent sur l'engagement politique à améliorer les services de sécurité et les systèmes de justice ;

Soutenir la mise en place de cadres appropriés en matière de suivi et l'évaluation pour assurer la mise en œuvre des processus de RSS ;

Contribuer à l'élaboration de programmes de la part de ses membres en matière de RSS et de prévention ;

Assurer une meilleure coordination s'agissant de l'appui aux processus mis en place au niveau national.



Appui indirect aux processus sur le terrain :

- Bélarus
- Burkina Faso
- Cameroun
- Colombie
- Éthiopie
- Gambie
- Guinée-Bissau
- Honduras
- Inde
- Liberia
- Madagascar
- Ouganda
- République centrafricaine
- Soudan
- Tanzanie
- Tchad
- Ukraine
- Zimbabwe



Appui direct aux membres du Comité directeur :

- Allemagne
- Autriche
- Belgique
- Canada
- Finlande
- France
- Irlande
- Norvège
- Pays-Bas
- Royaume-Uni
- Slovaquie

- Banque mondiale
- Nations Unies
- Union africaine
- Union européenne



Appui au perfectionnement professionnel et à la formation pour les opérations de paix :

- Bangladesh
- Chine
- Inde
- Nouvelle-Zélande

Partenaires multilatéraux

Les réformes des secteurs de la sécurité et de la justice sont souvent menées à bien avec le soutien conséquent d'acteurs internationaux, que ce soit au titre de l'aide bilatérale de donateurs ou dans le cadre d'une coopération avec des organisations multilatérales. Aider les acteurs bilatéraux et multilatéraux à devenir de meilleurs partenaires internationaux dans l'appui à la RSS est un volet essentiel des activités du DCAF.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2018

Nations Unies



Renforcer l'action des Nations Unies en faveur de la pérennisation de la paix

En février, sous les auspices de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix, le DCAF a accueilli à Genève une rencontre sur le thème « L'approche des Nations Unies en matière de pérennisation de la paix : débats en vue de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la consolidation et la pérennisation de la paix ».

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Miroslav Lajčák, a pris part à cette rencontre axée sur la prévention au service de la pérennisation de la paix, la mise en œuvre d'une approche intégrée et le renforcement des partenariats. D'éminents spécialistes provenant d'ONG, d'agences des Nations Unies et d'organisations internationales basées à Genève ont discuté des moyens à mettre en œuvre pour renforcer l'action de l'ONU en faveur de la pérennisation de la paix dans la perspective de la Réunion de haut niveau sur la consolidation et la pérennisation de la paix prévue les 24 et 25 avril 2018 à New York, lors de la 72^e session de l'Assemblée générale. Parmi les principales recommandations figurait la nécessité de mieux cerner les causes profondes des conflits violents et d'améliorer les méthodes permettant de déceler les signes avant-coureurs, notamment en renforçant les capacités de la société civile et du secteur privé à mettre en lumière les préoccupations des citoyens.

Le DCAF au centre de pourparlers de haut niveau des Nations Unies

Le DCAF a contribué à la tenue d'une « Table ronde de haut niveau sur la réforme du secteur de la sécurité et la pérennisation de la paix » le 23 avril au siège de l'ONU à New York. Cette rencontre a été conjointement organisée par la Norvège et l'Afrique du Sud au nom du Groupe des amis de la RSS des Nations Unies, à la veille de la Réunion de haut niveau sur la consolidation et la pérennisation de la paix de l'Assemblée générale. Des représentants de haut niveau d'États et d'organisations multilatérales se sont réunis au cours de deux séances pour discuter des enseignements tirés d'expériences en matière de RSS menées au niveau national et de la nécessité de renforcer les partenariats et d'obtenir des financements adéquats en faveur de la RSS. Le DCAF a également participé à la « Réunion de haut niveau sur la consolidation et la pérennisation de la paix » de l'Assemblée générale des Nations Unies organisée les 24 et 25 avril et consacrée aux moyens de renforcer l'action de l'ONU en faveur de la pérennisation de la paix.

■ Avec le soutien financier de la Norvège, de la Suisse et du budget ordinaire du DCAF.
 ■ Partenaires : en sus des donateurs ci-dessus mentionnés, le Président de la 72^e AGNU, le PNUD, le DOMP, et d'autres membres de l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies pour la RSS.

Évaluations au titre du Programme du PNUD sur le renforcement de l'état de droit en République centrafricaine et en Colombie

En 2018, le DCAF a continué d'aider le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à améliorer ses capacités de suivi et d'évaluation dans le cadre de son Programme mondial sur le renforcement de l'état de droit et la défense des droits de l'homme en faveur de la pérennisation de la paix et de la promotion du développement. Le Centre a évalué les activités mises en œuvre en République centrafricaine au titre du Programme mondial du PNUD (projet conjoint PNUD-MINUSCA à l'appui de la Cour pénale spéciale), ainsi qu'en Colombie au titre de son Programme national. Au moyen de ces évaluations, le DCAF vise à aider le PNUD à constituer une base de données concernant l'ensemble des interventions menées dans le cadre de son Programme mondial, à permettre de suivre les progrès réalisés au niveau national et à mettre au jour de bonnes pratiques découlant d'activités spécifiques.

≡ Avec le soutien financier de l'Allemagne, du Danemark, de l'Irlande, des Nations Unies, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse.

Union européenne



Sélection des bons candidats et formation à la RSS

Mandaté par le gouvernement irlandais, le DCAF a passé en revue les procédures de sélection et d'affectation utilisées dans le cadre de programmes ou de missions d'appui à la RSS. Il a notamment procédé à un recensement complet des systèmes de détachement de personnel civil des États membres de l'UE dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

Ce mandat a permis de mettre en lumière les bonnes pratiques mais aussi les difficultés liées à la sélection du personnel, notamment en ce qui concerne la création d'un environnement propice au détachement de personnel, à la gestion des carrières et à l'optimisation des déploiements à l'international. Les résultats de ces travaux de recherche ont également alimenté les pourparlers de l'UE sur un nouveau Pacte concernant le renforcement de la PSDC civile. Cette meilleure compréhension de la nécessité de développer les capacités aux fins de missions est également prise en compte dans l'approche relative à la « théorie du changement » visant à améliorer les programmes des Centres de formation au maintien de la paix en intégrant les outils et méthodes sur la RSS élaborés par le DCAF en 2018.

Sahel : analyse par l'UE des secteurs de la sécurité et de la justice à l'aide du « Socle de référence »

En 2018, le DCAF a réalisé trois évaluations intersectorielles – au Niger, au Burkina Faso et au Tchad – ainsi qu'une évaluation régionale. Toutes avaient été demandées par la Commission européenne afin d'obtenir un aperçu des priorités en matière de réforme dans chacun de ces pays. Ces recherches ont donné lieu à un long processus participatif, accompagné d'études sur la perception de la situation au niveau local, et se sont appuyées sur des partenariats avec des États membres de l'UE, des organisations basées en Europe et des experts régionaux. Les résultats des évaluations du DCAF éclaireront les décisions futures concernant le Fonds d'affectation spéciale d'urgence de l'UE pour l'Afrique, ainsi que d'autres instruments de l'UE et divers engagements d'États membres de l'UE dans la région. Le « Socle de référence » – l'un des principaux résultats de ce projet – permet au DCAF, à l'UE, à ses États membres et à d'autres acteurs d'entreprendre des évaluations nationales approfondies.

≡ Avec le soutien financier de l'UE.



Mise en œuvre du Mécanisme de gouvernance du secteur de la sécurité de l'UE

En janvier 2018, un consortium dirigé par le DCAF s'est vu confier la mise en œuvre sur trois ans du Mécanisme de gouvernance du secteur de la sécurité de l'UE. Ce projet apporte une aide précieuse à tous les acteurs et instruments de l'UE, qu'il s'agisse de diplomates ou de politiques, d'instruments d'action extérieure, de services d'intervention d'urgence ou de moyens civils et militaires rattachés à la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Il offre en effet une expertise responsable, souple et efficace pour répondre aux besoins prioritaires s'agissant de la réforme du secteur de la sécurité et apporter un soutien sur demande aux processus mis en œuvre à l'échelle nationale. Ce mécanisme renforce la cohérence du soutien de l'UE à la RSS en mettant à profit les enseignements tirés de l'expérience et en élaborant des outils, des dispositifs et des méthodes susceptibles d'être partagés entre acteurs et instruments de l'UE. Il favorise également un changement à long terme grâce à des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités quant à l'utilisation du Cadre stratégique de l'UE en matière de RSS à l'appui de processus nationaux. Le consortium se compose du DCAF, de la Folke Bernadotte Academy (FBA), du groupement Justice Coopération Internationale (JCI), du Réseau africain du secteur de la sécurité (ASSN) et de l'Institut Clingendael.



Union africaine

L'Union africaine et le processus de RSS malgache

À Madagascar, tout au long de 2018, le DCAF a continué d'aider l'Union africaine (UA) dans les efforts déployés pour accompagner le processus de RSS mis en place au niveau national. Adhérent à la volonté de l'UA de provoquer un changement structurel dans la nature des conflits qui touchent le continent, le DCAF a continué de fournir des conseils stratégiques et un appui technique à l'Unité en charge de la RSS de la Division de la défense et de la sécurité de l'UA, au Bureau de liaison de l'Union africaine et à son Ambassadeur à Antananarivo dans la démarche collective visant à aider le gouvernement malgache à élaborer un plan national de RSS.

▬ Avec le soutien financier du Danemark, de l'Allemagne, de l'Irlande, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Slovaquie, de la Suède et de la Suisse.

Deuxième Forum Afrique sur la RSS

Dans le prolongement de la première manifestation organisée à l'échelle du continent dans le but de sensibiliser à la RSS, le Forum Afrique sur la RSS de 2014, la Commission de l'Union africaine a organisé le deuxième Forum Afrique sur la RSS du 22 au 24 octobre 2018. Cette rencontre fut l'occasion de faire le point sur l'évolution de la RSS en Afrique et de définir la voie à suivre pour les États membres de l'UA, les Commissions économiques régionales (CER) et les mécanismes régionaux, les acteurs africains et les partenaires internationaux. Le DCAF a fourni un appui technique tout au long du processus et fait une présentation sur les examens de dépenses publiques en faveur de la RSS. Il a également animé des séances sur les politiques de sécurité nationale et les sociétés militaires et de sécurité privées (SMSP).

▬ Avec le soutien financier du Danemark, de l'Allemagne, de l'Irlande, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse.

OSCE



Mise à profit des Orientations de l'OSCE en matière de GSS/RSS

En 2018, au titre de son soutien constant à l'OSCE, le DCAF a dirigé un atelier à l'intention des correspondants de l'OSCE en charge de la GSS/RSS dans le cadre de ses activités de révision annuelle des Orientations de l'OSCE en matière de GSS/RSS. Cet atelier fut l'occasion de présenter les résultats du deuxième examen de la mise en œuvre des Orientations et de soumettre d'éventuelles améliorations. Sur la base des principales conclusions de cet examen, le DCAF a été invité à épauler l'OSCE dans l'établissement du tout premier Rapport du Secrétaire général sur la GSS/RSS.

Le DCAF a également contribué à l'organisation de la conférence annuelle OSCE Focus intitulée cette année « L'OSCE à la croisée des chemins : savoir déceler et saisir les occasions ». Plus de 40 représentants de haut niveau des structures exécutives de l'OSCE, des États participants et d'éminents spécialistes appartenant à des groupes de réflexion ont assisté à la manifestation. Cette conférence fut l'occasion de consolider l'orientation stratégique de l'organisation et de se pencher sur les évolutions géopolitiques, les réformes institutionnelles et les priorités thématiques pour l'année à venir.

- ▬ Avec le soutien financier de l'Autriche, de la Norvège, de la Suisse et du budget ordinaire du DCAF.
- ▬ Partenaires : en sus des donateurs ci-dessus mentionnés, l'OSCE, le Center for Security Studies, ETH Zürich, et l'Italie.

Banque mondiale



Le DCAF au centre du Forum sur la fragilité 2018

Le DCAF a joué un rôle déterminant lors de l'édition 2018 du Forum sur la fragilité, l'événement phare de la Banque mondiale à l'intention des décideurs et acteurs des secteurs de l'humanitaire, du développement, de la paix et de la sécurité. Le Centre a organisé et animé deux séances sur « La prévention dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité, la gestion des risques et la prévention de la violence en milieu urbain ». Parallèlement, des intervenants du DCAF, de l'ONU et de la Banque mondiale - ainsi que des experts venus de Colombie, des Philippines et d'Afrique du Sud - ont présenté des exposés sur la prévention des conflits, la stabilisation et la sécurité, et sur l'industrie minière. Ce Forum fut également l'occasion pour la Banque mondiale de présenter le rapport conjoint de la Banque mondiale et des Nations Unies intitulé « Chemins pour la paix : approches inclusives pour la prévention des conflits violents » à la rédaction duquel le DCAF a grandement contribué.

- ▬ Avec le soutien financier de la Suisse et du budget ordinaire du DCAF (la participation du DCAF a bénéficié du financement du Danemark, de l'Allemagne, de l'Irlande, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse).
- ▬ Partenaires : Groupe de la réforme du secteur de la sécurité/DOMP, Banque mondiale.

OCDE

Contribution du DCAF au rapport de l'OCDE intitulé « États de fragilité 2018 »

Le DCAF a contribué à la dernière édition du rapport annuel de l'OCDE « États de fragilité 2018 » en rédigeant la section intitulée « Réformer le secteur de la sécurité en période d'insécurité croissante dans le monde ». Cet article traite de la nécessité de tenir compte des nouveaux enjeux sécuritaires à l'échelle mondiale et d'apporter des réponses globales et multidimensionnelles pour lutter contre la fragilité.

- Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF.
- Partenaires : Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix, OCDE, Direction du développement et de la coopération suisse (DDC).

Coopération multilatérale

Renforcer l'appui multilatéral en faveur de la RSS (ONU, UA, UE, OSCE)

Le DCAF a publié un rapport sur les résultats d'un projet de recherche pluriannuel sur les approches de l'ONU, de l'UA, de l'UE et de l'OSCE en matière de soutien aux processus nationaux de RSS. Cette étude présente une analyse empirique des rôles et des éventuels avantages comparatifs de ces organisations dans l'appui à la RSS, ainsi que des pistes en vue d'une coopération renforcée. Les trois grands thèmes suivants en lien avec le rôle des organisations multilatérales dans l'appui à la RSS sont ainsi abordés : cadres normatifs, capacités institutionnelles et pratiques concrètes. En mars, les recommandations préliminaires de l'étude ont fait l'objet de discussions au sein des quatre organisations, lesquelles ont retenu dix recommandations à mettre en œuvre en priorité à court terme. En décembre, l'étude a été officiellement rendue publique lors d'une réunion du Groupe des amis de la RSS des Nations Unies à New York.

- Avec le soutien financier de la Suisse.
- Partenaires : Groupe de la réforme du secteur de la sécurité/DOMP, UA, UE, OSCE.



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Contribuer à l'élaboration d'une stratégie internationale

Les structures internationales encadrant la GSS/RSS

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2018

La pérennisation de la paix

En 2018, le DCAF a contribué au nouveau Programme de pérennisation de la paix de l'ONU, lequel vise à ce que le système des Nations Unies et ses partenaires abordent la paix selon une approche plus globale et coordonnée. Tout au long de l'année, le Centre a participé à diverses rencontres stratégiques de haut niveau pour enrichir ce nouveau débat. En février, sous les auspices de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix, il a notamment accueilli une réunion sur le thème « L'approche des Nations Unies en matière de pérennisation de la paix : débats en vue de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la consolidation et la pérennisation de la paix » en présence du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies.

En mars, le DCAF a participé au Forum sur la fragilité, l'événement phare de la Banque mondiale destiné aux décideurs et acteurs de l'humanitaire, du développement, de la paix et de la sécurité. Le mois suivant, il a contribué à l'organisation de la Table ronde de haut niveau de l'ONU sur la réforme du secteur de la sécurité et la pérennisation de la paix. Des représentants de haut niveau d'États et d'organisations multilatérales se sont réunis à l'occasion de deux manifestations afin d'examiner les enseignements à tirer d'expériences en matière de RSS menées au niveau national ; ils se sont également penchés sur la nécessité de renforcer les partenariats et d'obtenir un financement adéquat en faveur de la RSS. En mai 2018, à l'occasion du Forum de Stockholm sur la paix et le développement, le DCAF a organisé une séance d'information sur la RSS et le Programme de prévention et donné un aperçu de la situation en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est. Voir le chapitre intitulé « L'aide aux acteurs internationaux » pour de plus amples informations sur la collaboration entre le Centre et ses partenaires multilatéraux.

Le DCAF a également publié des rapports de recherche et des comptes rendus de conférence originaux sur les thèmes suivants :

Approche des Nations Unies en matière de pérennisation de la paix : éclairages en vue de la Réunion de haut niveau sur la consolidation et la pérennisation de la paix de l'Assemblée générale les 24 et 25 avril 2018.

Réforme du secteur de la sécurité et pérennisation de la paix, Table ronde de haut niveau, New York, 23 avril 2018.

DCAF « think piece » series :

- La RSS et la prévention, document de réflexion du DCAF
- La RSS et la prévention en Amérique latine et aux Caraïbes
- La RSS et la prévention en Afrique subsaharienne
- La RSS et la prévention en Asie du Sud-Est.

■ Avec le soutien financier de la Slovaquie, de la Suisse et du budget ordinaire du DCAF.
 ■ Partenaires : En sus des partenaires ci-dessus mentionnés, le Président de la 72^e AGNU, ACCORD,
 ■ la Banque mondiale, le SIPRI, l'OSCE, le PNUD et la DOMP.



Programme de développement durable à l'horizon 2030

Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 constitue l'une des pierres angulaires des activités du DCAF, lequel accorde une très grande attention à la façon dont les programmes relatifs à la réforme du secteur de la sécurité favorisent la réalisation de certains Objectifs de développement durable (ODD). Ce programme, notamment l'ODD16 sur la paix, la justice et les institutions efficaces, fait de la sécurité une condition préalable au développement durable. Parallèlement, les 24 cibles d'autres ODD visant à l'avènement de sociétés plus pacifiques, justes et inclusives (connues sous le nom d'ODD16+) témoignent des liens entre l'ODD16 et les autres ODD. En outre, le fait que les principes de bonne gouvernance soient inclus dans l'ODD16 témoigne de la contribution de la GSS/RSS à la paix et à la sécurité ; le DCAF et son programme en matière de GSS/RSS jouent ainsi un rôle de fer de lance s'agissant de la réalisation de l'ODD16.

Bien que l'ODD16 soit au cœur des activités du DCAF, les Objectifs de développement durable 11 et 5 sont également des thèmes fondamentaux s'agissant de notre engagement envers le Programme à l'horizon 2030. L'ODD5 sur l'égalité entre les sexes traite d'une question transversale essentielle à la réalisation des objectifs plus ambitieux du Programme. À l'occasion de l'examen de l'ODD11 lors du Forum politique de haut niveau des Nations Unies qui s'est tenu à New York en 2018, le DCAF a mis en œuvre un projet de GSS/RSS en faveur de villes et de communautés sûres et durables en lien avec les ODD 16 et 5. Ce projet a débouché sur la publication de plusieurs ouvrages en matière de stratégie et de recherche et a alimenté plusieurs débats de politique générale au sein d'ONU-Habitat, de la Banque mondiale, de l'édition 2018 du Forum politique de haut niveau de l'ONU et lors de la Semaine de la paix de Genève.

Lors du Forum urbain mondial des Nations Unies, le Centre a par ailleurs organisé une manifestation en collaboration avec la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix sur le thème de la GSS/RSS en milieu urbain et la consolidation de la paix. Il a également coorganisé deux événements en marge du Forum politique de haut niveau de l'ONU. Intitulé « Transformer la gouvernance du secteur de la sécurité pour des villes sûres et résilientes », le premier d'entre eux s'appuyait sur les résultats des travaux antérieurs du DCAF et visait à aider les États à réaliser l'ODD11. Il fut l'occasion d'étudier de quelle manière les secteurs de la sécurité peuvent contribuer à des initiatives multisectorielles globales qui rendront les villes ouvertes à tous, sûres, résilientes et durables conformément à l'ODD11, et en quoi cette démarche est reliée aux autres ODD. Le second événement consistait en une table ronde organisée en collaboration avec le Center on International Cooperation de l'Université de New York pour débattre des enseignements tirés d'initiatives multisectorielles visant à atteindre ces mêmes objectifs. Enfin, durant la Semaine de la paix de Genève, le DCAF a entamé plusieurs études de cas ciblées sur la GSS/RSS au niveau des villes.

On retiendra de ces deux manifestations qu'en matière de RSS, il est essentiel de traiter de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité au niveau des villes, un point souvent négligé. Autre élément important à retenir : il convient d'adopter une approche globale et de faire participer d'autres secteurs à l'élaboration de stratégies de sécurité urbaine, tout en ayant conscience qu'il existe actuellement peu d'exemples illustrant de quelle manière des stratégies multisectorielles ont une incidence profonde sur la sécurité urbaine.

■ Avec le soutien financier de la Suisse.

■ Partenaires : En sus du donateur ci-dessus mentionné, la Colombie, le Guatemala, la Slovaquie, ONU Femmes, NYU Center for International Cooperation et la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix.



Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées

Afrique du Sud

Le DCAF et le South African Military Ombud ont organisé conjointement la dixième Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées (IOICOAF) à Johannesburg sur le thème « L'évolution des rôles et responsabilités des forces armées et ses implications pour les institutions de médiation ». Les séances ont porté sur le rôle des institutions d'ombudsmans dans le contrôle des forces armées dans le cadre du maintien de la sécurité nationale, d'interventions d'urgence, de services de sécurité aux frontières et d'activités de consolidation de la paix. Accueillie pour la première fois sur le continent africain, la manifestation a rassemblé plus de 100 participants venus de plus de 40 pays.

Dans le prolongement de la IOICOAF, toujours en collaboration avec le South African Military Ombud, le Centre a organisé un colloque sur le thème « Faire avancer la réflexion sur le contrôle des forces armées en Afrique ». Cette rencontre fut l'occasion pour les organes de contrôle indépendants du continent africain de partager leurs expériences, sachant que bon nombre des défis auxquels ils sont confrontés diffèrent de ceux d'autres continents. La conférence a été animée par d'éminents universitaires et acteurs de la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique. Elle a réuni une centaine de participants représentant plus de 20 pays d'Afrique.

Avec le soutien financier du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, de l'OIF, de la Fondation Konrad Adenauer (aide en nature) et de la Friedrich- Ebert Stiftung (aide en nature).

Partenaires : En sus des donateurs ci-dessus mentionnés, le South African Military Ombud.

La RSS et les processus de paix

Suisse

En 2018, nous avons dirigé un projet de recherche sur la RSS et les processus de paix. L'objectif était de mieux cerner la RSS et les interventions de sécurité afférentes ainsi que les activités en matière de DDR, de lutte antimines et d'armes légères et de petit calibre (ALPC) menées dans le contexte de processus de paix, en mettant l'accent sur les points de vue et expériences des médiateurs. Nous avons rassemblé de très nombreux résultats de recherche sur le sujet et créé une base de données complète sur les mesures de sécurité transitoires et les processus de paix. Le projet a débouché sur une table ronde réunissant des acteurs de la médiation, de la RSS et de la sécurité. Les résultats de ces travaux de recherche ont ensuite été diffusés sous forme de dossiers thématiques. Un module de formation, un catalogue et un ouvrage sur la RSS ont également été créés.

Avec le soutien financier de la Suisse.

Partenaires : Center for Security Studies, ETH Zürich, Centre pour le dialogue humanitaire, Groupe de l'appui à la médiation de l'Organisation des Nations Unies et du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE), Small Arms Survey, GICHD.

Genre et sécurité

En 2018, le DCAF a poursuivi son action en faveur de l'égalité des sexes dans le secteur de la sécurité à l'échelle mondiale. Quatre grandes priorités ont été définies en la matière :

AXES THÉMATIQUES

Élaborer et diffuser des outils pédagogiques originaux tels que des boîtes à outils, des études, des évaluations et des manuels.

Aider les partenaires nationaux à intégrer la dimension de genre dans le contrôle, la gestion et la prestation des services de sécurité.

Aider l'OTAN à intégrer les points de vue de la société civile dans la mise en œuvre du programme sur les femmes, la paix et la sécurité prévu au titre de sa stratégie.

À tous les niveaux, favoriser les débats en matière de politique internationale sur le genre et la sécurité.

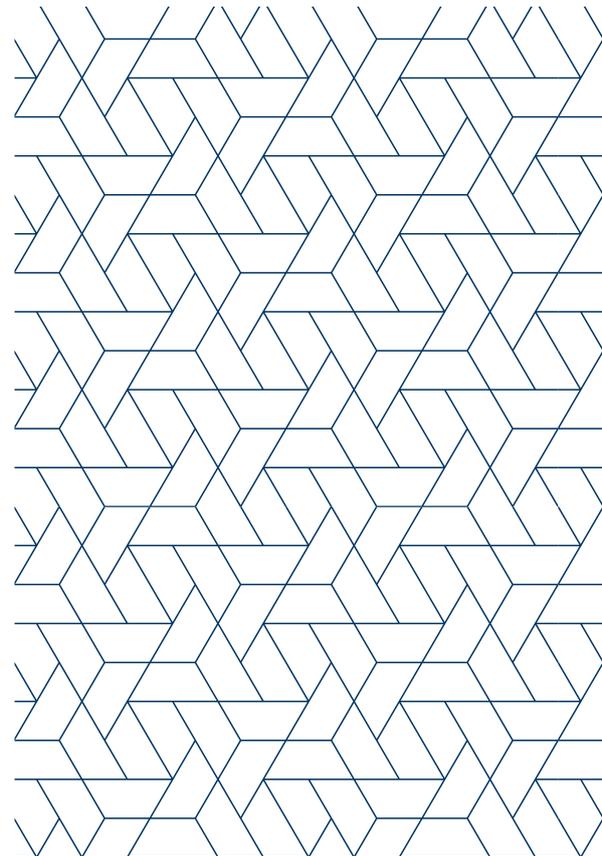
LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2018

Boîte à outils sur le genre et la sécurité

Lieux divers

Le DCAF a entamé un processus de révision et de mise à jour complètes de sa publication phare de 2008, « La place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité », en partenariat avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et d'ONU Femmes. Cette nouvelle publication comprend neuf outils et quatre notes d'orientation rédigées par des experts indépendants et des collaborateurs du DCAF. Elle sera publiée et diffusée en 2019 sous le titre « Boîte à outils sur le genre et la sécurité ». Les premières ébauches de chaque outil et de chaque note d'orientation ont été rédigées durant l'année avant d'être soumises en décembre 2018 à une évaluation par des pairs et à un examen officiel par des experts du DCAF, du BIDDH/OSCE et d'ONU Femmes du monde entier spécialisés dans chacun des domaines traités.

■ Avec le soutien financier d'ONU Femmes et du budget ordinaire du DCAF.



Initiative Elsie sur les femmes dans les opérations de paix

Lieux divers

Affaires mondiales Canada a demandé au DCAF de réaliser une étude préliminaire sur les entraves au déploiement de femmes en uniforme dans les opérations de paix de l'ONU en se fondant sur l'examen de documents existants déjà rendus publics et sur une poignée d'entretiens avec des experts pour recouper les résultats de ses recherches documentaires. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'Initiative Elsie : lancée par le Canada, celle-ci vise à accroître le nombre de femmes en uniforme participant aux opérations de paix des Nations Unies. Largement diffusée, cette étude préliminaire a fait l'objet d'un examen et d'une évaluation lors d'un atelier organisé à La Haye en présence de chercheurs, de représentants de gouvernements, de la société civile et de Casques bleus. Elle recense un certain nombre d'obstacles à la participation de femmes en uniforme aux opérations de paix de l'ONU et pointe plusieurs domaines nécessitant un complément de recherches.

Pour combler les lacunes mises au jour par l'étude préliminaire, le DCAF a entamé un projet sur trois ans visant à expliquer le petit nombre et le faible pourcentage de femmes déployées dans les opérations de paix de l'ONU en provenance de huit pays cibles. Il élaborera une méthodologie complète à l'intention de chaque pays cible, lequel sera ensuite tenu de rédiger un rapport sur les entraves à ce déploiement. Ce rapport comprendra huit sections par pays, un rapport de synthèse et des recommandations de changement en termes de politiques et de programmes pour remédier à la situation.

▬ Avec le soutien financier d'Affaires mondiales Canada et du ministère norvégien des Affaires étrangères.



Réponse judiciaire aux violences conjugales en Ukraine

Ukraine

Les activités sur les violences faites aux femmes et la violence domestique actuellement menées en Ukraine par le DCAF en collaboration avec son partenaire local, La Strada-Ukraine (LSU), ont abouti à l'élaboration et à l'expérimentation de modules de formation complets à l'intention des magistrats. Ces modules ont été intégrés dans le programme d'études définitif de l'École nationale de la magistrature et de ses cinq antennes régionales. Dans le même ordre d'idées, un cours type sur les violences conjugales a été conçu et testé en partenariat avec l'École des procureurs. L'objectif est d'aider le système judiciaire à mettre en œuvre la nouvelle législation sur la criminalisation de la violence conjugale et d'autres formes de violence faites aux femmes dans le cadre de la Stratégie de réforme du secteur de la justice en Ukraine. La LSU et le DCAF ont tous deux été sélectionnés pour poursuivre les travaux en la matière dans le cadre du projet « Pravo Justice » financé par l'UE et dirigé par l'agence Expertise France.

▬ Avec le soutien financier de l'UE.

Évaluation de l'intégration de la dimension de genre dans les forces armées de Géorgie

Géorgie

Le DCAF a continué d'offrir une assistance technique au ministère géorgien de la Défense dans la conception d'une méthode d'évaluation visant à étudier le climat organisationnel au sein du ministère de la Défense et des Forces armées - en accordant une attention particulière à l'égalité des sexes dans les forces armées - tout en recensant et en échangeant des pratiques optimales à l'international. Pour renforcer les capacités du Groupe de travail sur l'évaluation du ministère de la Défense, le DCAF a réuni des experts internationaux sur l'évaluation du climat organisationnel dans les forces armées venus d'Australie, du Canada, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, d'Irlande et du Royaume-Uni. Le ministère de la Défense a approfondi ses connaissances s'agissant des meilleures pratiques en matière de communication, d'instauration de relations de confiance, de choix de méthodes d'évaluation, d'application des normes sur la protection des données personnelles, d'élaboration et de réalisation d'enquêtes, de planification et d'animation de groupes de discussion.

Le groupe de travail sur l'évaluation du ministère de la Défense a depuis élaboré son propre questionnaire d'enquête sur le climat organisationnel au sein du ministère et entrepris de le tester. En 2019, les données recueillies dans le cadre de ce projet pilote seront analysées et évaluées, suite à quoi une évaluation globale sera réalisée.

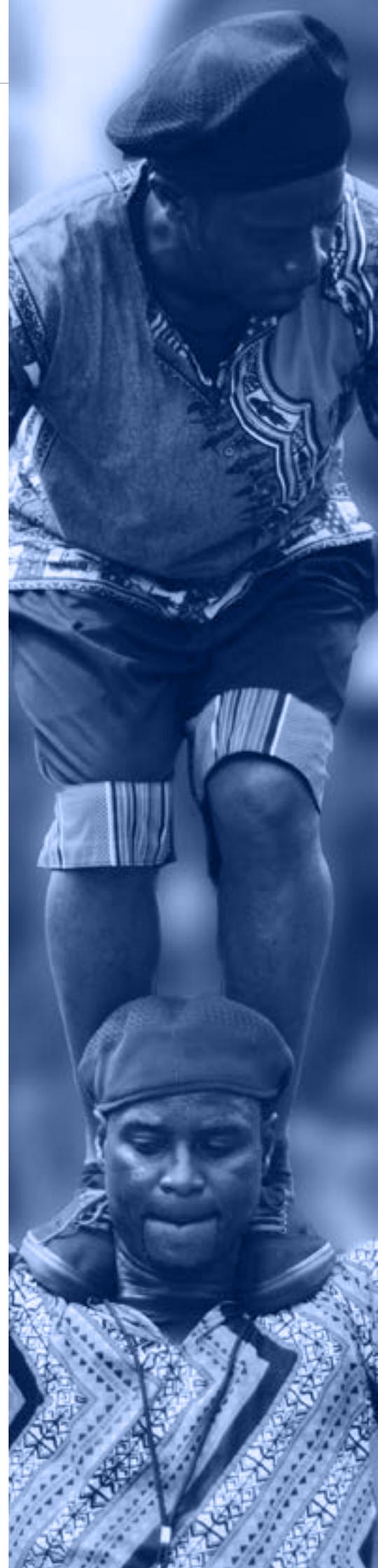
||| Avec le soutien financier du Programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité.

Sensibilisation de la police nationale du Mali à la problématique du genre

Mali

Le DCAF a apporté une assistance technique à la Direction générale de la police nationale du Mali dans la création d'une Unité Genre et a formé des fonctionnaires de police en la matière. En partenariat avec les forces de police, le Centre a organisé plusieurs ateliers de sensibilisation à l'égalité des sexes dans cinq régions à l'intention des hauts fonctionnaires et des sous-officiers de police. Ces ateliers visaient à mieux faire connaître et mieux cerner les notions rattachées à la problématique du genre, à approfondir les connaissances sur les violences sexuelles et à caractère sexiste, et à informer le personnel de police de la création de l'Unité Genre.

||| Avec le soutien financier du ministère néerlandais des Affaires étrangères. Avec l'appui d'EUCAP Sahel Mali, d'UN POL/MINUSMA, de l'Unité Genre de la MINUSMA, d'ONU Femmes, du Secrétariat en charge de la politique nationale sur l'égalité des sexes du ministère de la Protection de la Femme, de l'Enfance et de la Famille et de l'Institut malien de recherche action pour la paix (IMRAP).



Appui à l'OTAN

Le siège de l'OTAN, Bruxelles

À la demande de la Représentante spéciale du Secrétaire général (RSSG) de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité, et avec le soutien du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE), le DCAF a contribué aux travaux de la Commission consultative de la société civile (CSAP) de l'OTAN sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS).

La CSAP a ensuite été pleinement institutionnalisée au sein de la structure de l'OTAN, comme en témoigne l'adoption par l'Organisation, courant 2018, d'une politique et d'un plan d'action révisés sur les femmes, la paix et la sécurité prévoyant des consultations mensuelles avec la CSAP. Cette politique et ce plan d'action ont tenu compte de la plupart des recommandations formulées par la CSAP, telles qu'initialement proposées et rédigées par le DCAF. Le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité a détaché un collaborateur spécifiquement chargé de collaborer avec la CSAP, ce qui permettra au DCAF de lui apporter une contribution ponctuelle à compter de 2019.

☰ Avec le soutien financier du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE).



Favoriser les débats en matière de politique internationale sur le genre et la sécurité

Suisse

À l'occasion de la Journée internationale de la femme (le 8 mars), le DCAF a organisé une manifestation à l'Office des Nations Unies à Genève, en collaboration avec le SDG Lab de l'ONUG, ONU Femmes, le réseau International Gender Champions et la Ville de Genève, pour favoriser les débats de politique générale sur les Objectifs de développement durable (ODD). Ces échanges interactifs ont permis de se pencher sur les liens étroits entre les ODD 5 (Égalité des sexes) et 11 (Villes et communautés durables), et de réfléchir à la façon dont cette mise en relation peut accélérer la réalisation de l'ensemble du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le DCAF a présenté des exemples concrets, en provenance de plusieurs villes, sur la façon dont une approche globale peut améliorer à la fois l'égalité des sexes et le caractère durable des villes et des communautés. Cette manifestation fut également l'occasion pour un public composé d'une grande diversité de parties prenantes de dialoguer directement avec des spécialistes du secteur.

☰ Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF.

Établir des partenariats novateurs au sein du secteur privé dans le domaine de la sécurité

Le Centre encourage une action multipartite réunissant entreprises, gouvernements et citoyens. Ses activités visent à aider la communauté internationale à élaborer des normes, des règles et de bonnes pratiques s'agissant du milieu des affaires et de la sécurité, et à accompagner les différentes parties prenantes à les appliquer. En tant qu'acteur impartial, le DCAF s'emploie à rassembler ces parties prenantes pour élaborer des solutions novatrices aux problèmes de sécurité. Ses travaux aident ses principaux partenaires à contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable.

AXES THÉMATIQUES

Élaborer des normes, des règles et de bonnes pratiques dans le domaine de la sécurité au sein du secteur privé.

Rapprocher les entreprises, les gouvernements et la société civile.

Permettre aux partenaires du DCAF d'élaborer des solutions novatrices pour relever les défis en matière de sécurité et de droits de l'homme.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2018

Chine : le DCAF et le CICR favorisent l'échange de bonnes pratiques

Chine

Dans le cadre d'un partenariat stratégique avec le CICR, le DCAF a lancé à Beijing en juillet 2018 la version en chinois de la boîte à outils « Relever les défis liés à la sécurité et aux droits de l'homme dans des environnements complexes ». Sur cette même lancée, le Centre approfondit sa coopération avec de grands acteurs du secteur des affaires, dont la Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, minéraux et produits chimiques (CCCCMC), dans le but de favoriser l'échange avec des parties prenantes chinoises de bonnes pratiques applicables.

■ Avec le soutien financier de la division Sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE).

Réunion régionale inédite du Forum du document de Montreux

Costa Rica

En sa qualité de Secrétariat du Forum du document de Montreux (FDM), le DCAF a aidé le Costa Rica et les coprésidents du FDM, à savoir la Suisse et le Comité international de la Croix-Rouge, à organiser un événement sans précédent pour permettre aux acteurs de l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes de discuter des défis et des bonnes pratiques en matière de réglementation des entreprises militaires et de sécurité privées. Cette toute première réunion régionale du Forum du document de Montreux s'est tenue en février 2018 à San José (Costa Rica) et a rassemblé plus de 100 participants provenant de 31 pays.

■ Avec le soutien financier du ministère costaricien des Relations extérieures et du Culte, de la Direction du droit international public du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE) et de l'ambassade de Suisse au Costa Rica.

Première réunion panafricaine de l'Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée

Kenya

En octobre 2018, l'Observatoire africain de la gouvernance de la sécurité privée a réuni pour la première fois des représentants de la société civile venus de toute l'Afrique subsaharienne pour discuter des défis de la gouvernance de la sécurité privée et partager de bonnes pratiques. Cette conférence annuelle s'inscrit dans le cadre d'un projet du DCAF visant à donner à la société civile africaine les moyens de jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'un contrôle et d'une responsabilisation plus efficaces du secteur de la sécurité privée en Afrique.

■ Avec le soutien financier d'Open Society Foundations.

Maintien de l'appui du DCAF à l'Initiative pour la communication stratégique du GCTF

Lieux divers

Le DCAF travaille à l'élaboration d'une boîte à outils stratégiques destinée à faciliter la mise en œuvre des Recommandations de Zurich-Londres de 2017 sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme en ligne du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF). Initié par les ministères australien, britannique et suisse des Affaires étrangères et mis en œuvre en partenariat avec l'Institute for Strategic Dialogue, ce projet vise à favoriser le renforcement des capacités et le partage des connaissances sur ce thème entre acteurs gouvernementaux ; il entend également proposer des solutions pour collaborer de manière efficace et durable avec les entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication et la société civile.

■ Avec le soutien financier de la division Politique de sécurité du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE), du Royaume-Uni et de l'Australie.

Favoriser la cohésion entre donateurs et proposer des solutions novatrices en termes de programmes

Lieux divers

Le Mécanisme de mise en œuvre de la sécurité et des droits de l'homme (Security and Human Rights Implementation Mechanism, ou SHRIM) est un fonds d'affectation spéciale multidonateurs mis en place par le DCAF. Il réunit des bailleurs de fonds ayant pour objectif d'améliorer les pratiques en matière de sécurité et de respect des droits de l'homme sur le terrain tout en favorisant la cohésion entre donateurs, l'optimisation des ressources et l'action à long terme. Depuis la création du SHRIM en 2016, les projets ayant bénéficié d'un financement ont produit des effets dans plus de 23 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. En 2018, le SHRIM a lancé son premier appel à propositions pour soutenir la mise en œuvre au niveau local des bonnes pratiques en matière de sécurité et de respect des droits de l'homme par les acteurs de la société civile.

■ Avec le soutien financier du Royaume-Uni, de la division Sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE), des Pays-Bas et de la Norvège.



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Finances et gouvernance

États financiers 2018 du DCAF

Entamée en 2017, l'amélioration des états financiers du DCAF s'est poursuivie en 2018, le résultat passant de 23,6 à 26,6 millions de CHF, soit une hausse d'environ 12,5% en glissement annuel.

Cette progression est en grande partie due à une augmentation notable des financements en faveur de projets particuliers, ceux-ci passant de 9,2 à 12,8 millions de CHF, soit une hausse 39,4%.

Sur le plan financier, l'une des priorités du DCAF consiste à diversifier ses sources de revenus de sorte que le financement de base de la Suisse ne dépasse pas 55% du budget total. Cet objectif a été dépassé en 2018, 42% du financement de base provenant de la Suisse et les 58% restants provenant d'autres sources.

COMPTE DE RÉSULTAT

Revenu total	26 554 502
Total des dépenses d'exploitation	26 240 362
Solde des activités d'exploitation	314 139
Résultat intermédiaire	18 736
Résultat de l'exercice	18 736

BILAN

Actif	17 367 626
Passif	15 945 398
Total du passif et des fonds	17 367 626

REVENUS

Suisse	Revenu différé 2017 ---> 2018	Revenu perçu en 2018	Revenu différé 2018 ---> 2019	Résultat net en 2018
DFAE - Financement de base	-	11,167,783	-	11,167,783
DFAE - Financement de projets	1,600,877	2,537,801	2,008,698	2,129,979
DDPS - Financement de projets	151,365	344,834	103,343	392,855
Total Suisse	1,752,242	14,050,418	2,112,041	13,690,618

Autres États membres	Revenu différé 2017 ---> 2018	Revenu perçu en 2018	Revenu différé 2018 ---> 2019	Résultat net en 2018
Albanie	11 669	-	-	11 669
Allemagne	2 088 673	3 288 347	2 605 920	2 771 100
Australie	-	73 262	73 262	-
Autriche	25 576	72 843	-	98 419
Bosnie-Herzégovine	10 991	-	-	10 991
Bulgarie	9 155	11 855	-	21 010
Canada	-	292 850	249 015	43 835
Espagne	646	100 445	6 011	95 080
Finlande	-	31 748	-	31 748
France	165 149	688 731	316 529	537 351
Hongrie	10 943	11 855	-	22 798
Irlande	-	288 818	4 861	283 957
Lettonie	14 864	23 362	-	38 226
Liechtenstein	20 000	40 000	-	60 000
Luxembourg	396 226	-	43 648	352 579
Macédoine du Nord	-	11 843	-	11 843
Moldavie	10 943	12 047	-	22 990
Monténégro	10 943	12 047	-	22 990
Norvège	118 394	1 457 484	1 079 520	496 358
Pays-Bas	759 209	2 106 401	1 181 777	1 683 833
Roumanie	11 633	11 593	-	23 226
Royaume-Uni	532 228	553 173	262 938	822 464
Serbie	21 605	11 593	-	33 198
Slovaquie	33 285	144 860	24 169	153 975
Slovénie	2 611	-	2 611	-
Suède	-	1 006 599	79 081	927 518
Régularisations ISSAT	1 317 941	-	1 310 671	7 270
Règlements en suspens	4 765	-	114 931	(110 166)
Total - Autres États membres	5 577 450	10 251 754	7 354 943	8 474 262
Total Suisse et autres États membres	7 329 692	24 302 172	9 466 984	22 164 879

REVENUS

Organisations multilatérales / internationales	Revenu différé 2017 ---> 2018	Revenu perçu en 2018	Revenu différé 2018 ---> 2019	Résultat net en 2018
Folke Bernadotte Academy	6 996	5 462	6 996	5 462
GCSF	-	5 944	-	5 944
OIF	-	31 440	19 246	12 194
OSCE	-	6 054	562	5 493
OTAN	-	72 008	-	72 008
Union européenne	655 803	3 726 441	1 946 015	2 436 229
UN	9 117	181 613	68 338	122 393
Total - Organisations multilatérales / internationales	671 916	4 028 962	2 041 156	2 659 722
Financement en faveur du DCAF Ljubljana	1 376 488	422 280	798 795	999 973
Total des contributions publiques	9 378 096	28 753 414	12 306 935	25 824 575
Donateurs privés				
Open Society Foundations	381 419	987 151	655 183	713 387
Total des contributions privées	381 419	987 151	655 183	713 386
Total - Contributions publiques et privées	9 759 515	29 740 565	12 962 118	26 537 961
Autres revenus				
Autres	-	16 540	-	16 540
Total - Autres revenus	-	16 540	-	16 540
Total - Revenus	9 759 515	29 757 105	12 962 118	26 554 502

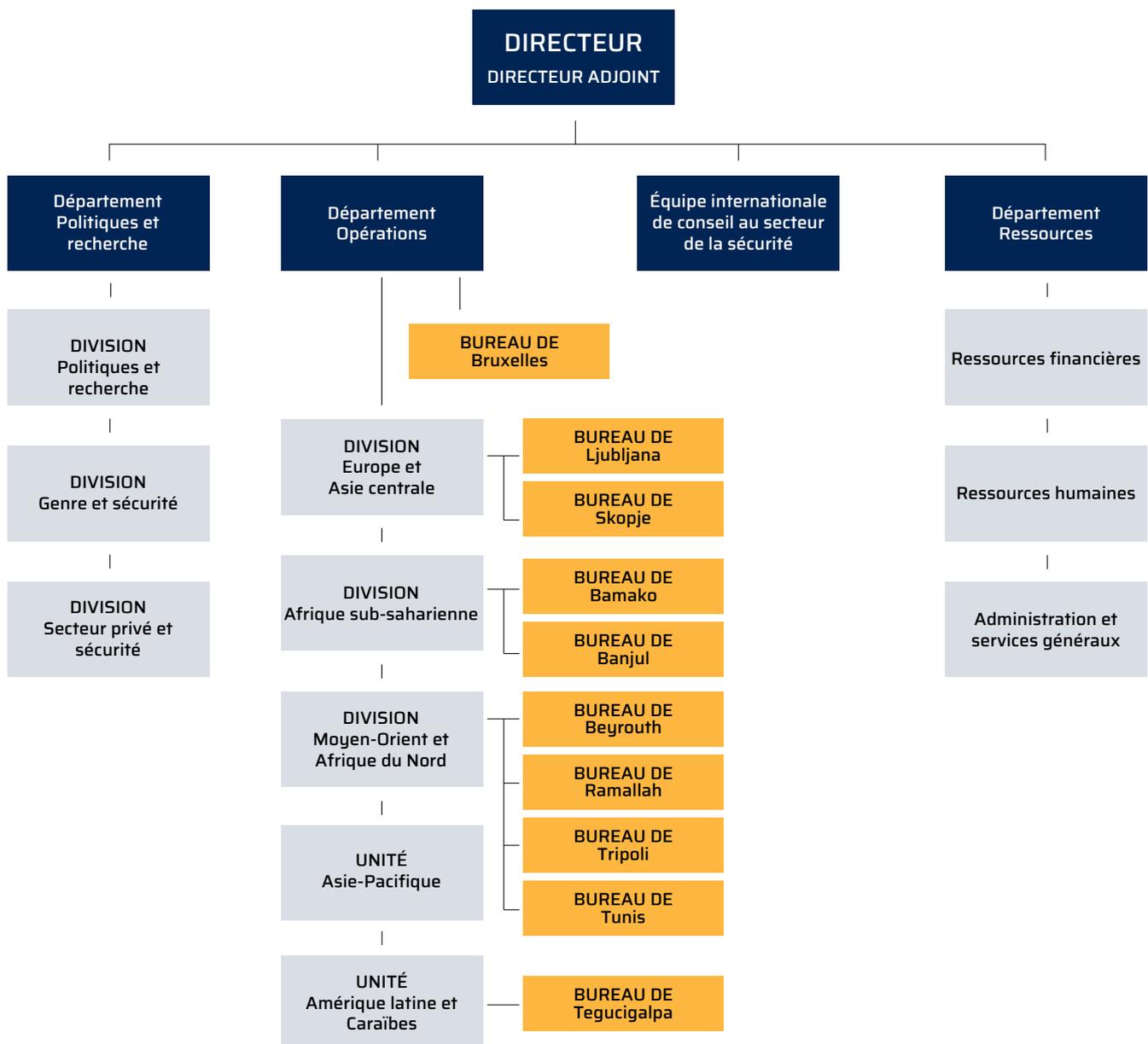
CHARGES D'EXPLOITATION PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ

	Projet	Soutien au projet	Gestion	Total
Asie-Pacifique	626 257	228 132		854 389
Europe de l'Est, Caucase du Sud, Asie centrale	442 659	615 446		1 058 106
Amérique latine et Caraïbes	411 438	68 218		479 656
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3 294 693	1 560 659		4 855 352
Europe du Sud-Est	2 006 762	1 736 810		3 743 571
Afrique subsaharienne	1 852 213	400 428		2 252 641
Département Opérations	8 634 023	4 609 692		13 243 715
Genre et sécurité	318 750	750 244		1 068 993
Politiques et recherche	420 467	905 829		1 326 296
Secteur privé et sécurité	923 128	782 616		1 705 744
Département Politiques et recherche	1 662 344	2 438 689		4 101 033
ISSAT	4 207 804	18 939		4 226 744
Gouvernance et bureau du Directeur			174 439	
Gestion et services généraux			1 892 645	
Administration, entretien et bâtiments			2 601 786	2 601 786
Gestion et administration du DCAF	-	-	4 668 870	4 668 870
Total - Charges d'exploitation	14 504 172	7 067 320	4 668 870	26 240 362

CHARGES D'EXPLOITATION PAR CATÉGORIE

	Projet	Soutien au projet	Gestion	Total
Frais de personnel	6 668 137	6 149 271	2 763 376	15 580 783
Déplacements et transport	2 659 732	284 180	101 504	3 045 416
Services professionnels	3 964 841	365 872	525 189	4 855 902
Communication	71 222	88 874	40 788	200 884
Bâtiments et frais de bureau	283 552	87 791	1 689 601	2 060 944
Autres dépenses courantes	101 304	91 332	289 489	482 125
Frais généraux	754 844	-	(754 844)	-
Amortissements	540	-	13,767	14 307
Total - Charges d'exploitation	14 504 172	7 067 320	4 668 870	26 240 362

Organigramme du DCAF



LE CONSEIL DE FONDATION DU DCAF

Le Conseil de fondation est l'organe suprême du DCAF. Il se compose de représentants de 63 États membres, du Canton de Genève et de six observateurs permanents.

Il a pour Présidente Véronique Bujon-Barré (France), ancienne ambassadrice à la retraite.

États membres



Albanie (2000)



Argentine (2009)



Arménie (2002)



Autriche (2000)



Azerbaïdjan (2002)



Bélarus (2002)



Belgique (2004)



Bosnie-Herzégovine (2001)



Bulgarie (2000)



Burkina Faso (2009)



Burundi (2010)



Canada (2003)



Côte d'Ivoire (2001)



Croatie (2001)



Chypre (2008)



République tchèque (2000)



Danemark (2002)



Estonie (2000)



Finlande (2000)



France (2000)



Canton de Genève (2000)



Géorgie (2001)



Allemagne (2000)



Ghana (2011)



Grèce (2002)



Hongrie (2000)



Indonésie (2007)



Irlande (2000)



Italie (2001)



Kirghizstan (2011)



Lettonie (2000)



Liban (2007)



Liechtenstein (2006)



Lituanie (2000)



Luxembourg (2003)



Madagascar (2015)



Mali (2011)



Malte (2008)



Moldovie (2002)



Mongolie (2014)



Monténégro (2006)



Pays-Bas (2001)



Niger (2018)



Nigeria (2000)



Macédoine du Nord (2000)



Norvège (2002)



Philippines (2011)



Pologne (2000)



Portugal (2003)



Roumanie (2000)



Fédération de Russie (2000)



Sénégal (2011)



Serbie (2001)



Slovaquie (2000)



Slovénie (2001)



Afrique du Sud (2001)



Espagne (2001)



Suède (2001)



Suisse (2000)



Tunisie (2011)



Turquie (2003)



Ukraine (2000)



Royaume-Uni (2000)



États-Unis d'Amérique (2000)

Observateurs permanents



Cambodge (2009)



Chili (2011)



Union interparlementaire (2009)



Kazakhstan (2012)

Organisation internationale
de la Francophonie (2008)

Thaïlande (2009)

DIRECTION

Directeur	Ambassadeur Thomas Guerber	
Directeur adjoint	Heiner Hänggi	
Département Politiques et recherche	Heiner Hänggi	Chef du Département Politiques et recherche
	Hans Born	Chef de la Division Politiques et recherche
	Daniel de Torres	Chef de la Division Genre et sécurité
	Alan Bryden	Chef de la Division Secteur privé et sécurité
Département Opérations	Mark Downes	Chef de la Division Opérations
	Darko Stancic	Chef de la Division Europe et Asie centrale
	Robert Watkins	Chef de la Division Moyen-Orient et Afrique du Nord
	Anne Bennett	Cheffe de la Division Afrique subsaharienne
	Albrecht Schnabel	Chef de la Division Asie-Pacifique
	Cristina Hoyos	Cheffe de l'Unité Amérique latine et Caraïbes
Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)	Victoria Walker	Cheffe de l'ISSAT
Département Ressources	Sophie Pagnetti-Takorian	Cheffe du Département Ressources



© DCAF - Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité 2019
ISBN 92-9222-468-9

DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

www.dcaf.ch

DCAF - Centre pour la gouvernance
du secteur de la sécurité
Chemin Eugène-Rigot 2E
P.O. Box 1360
CH-1211 Genève 1

